

DESTINATION ZONES HUMIDES Pour un tourisme durable



Page de couverture :

Photo du haut : Photographes dans le delta du Danube
©reproduite avec l'autorisation de l'Autorité de la réserve
de biosphère du Danube

En bas à gauche : Bangweulu Swamps, Zambie
©Zambia Wildlife Authority

en bas à droite : Grue à cou noir
©Pankaj Chandan / WWF-Inde

Publié par le Secrétariat de la Convention de Ramsar sur les zones humides (Ramsar, Iran, 1971), en collaboration avec l'Organisation mondiale du tourisme (OMT)

Il faut se référer à ce rapport comme suit : *Destination zones humides : pour un tourisme durable*. 2012. Secrétariat de la Convention de Ramsar sur les zones humides, Gland, Suisse, & Organisation mondiale du tourisme (OMT), Madrid, Espagne.

Les dénominations employées et la présentation du matériel dans cette publication ne reflètent en aucun cas l'expression d'une opinion quelconque du Secrétariat de la Convention de Ramsar ou de l'Organisation mondiale du tourisme concernant le statut juridique de tout pays, territoire, ville ou région, ou son autorité, ou la délimitation de ses frontières ou limites. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les décisions ou la politique officielle du Secrétariat de la Convention de Ramsar ou de l'Organisation mondiale du tourisme, et la mention de noms ou de processus commerciaux n'implique pas un soutien de leur part.

Les auteurs du présent rapport ont confirmé que son contenu ne représentait pas de conflit d'intérêt avec leurs convictions.

Cette publication peut être reproduite à des fins pédagogiques ou non lucratives sans autorisation spéciale du Secrétariat Ramsar ou de l'Organisation mondiale du tourisme, à condition que la source soit dûment mentionnée.

DESTINATION ZONES HUMIDES

Pour un tourisme durable



*Grands pélicans
blancs dans le delta
du Danube*
©Peter Lengyel

1. Aigrette des neiges, Californie, É-U
© Klaus von Schwanebach

2. Observation des oiseaux au site Ramsar
Laguna Llancanelo en Argentine
© Heber Sosa



SOMMAIRE

Avant-propos.6
Remerciements.9
Résumé	11
1. Introduction	14
1.1 Zones humides et tourisme	14
1.2 Le tourisme et la Convention de Ramsar	16
1.3 Concernant cette publication	17
2. Utilisation rationnelle des zones humides et tourisme durable	20
2.1 Définitions et liens	20
2.2 Vers un tourisme durable	24
3. Possibilités et défis que représente le tourisme dans les zones humides.	26
3.1 Possibilités	26
3.1.1 Recettes pour la conservation	27
3.1.2 Moyens d'existence et lutte contre la pauvreté	28
3.1.3 Soutien aux économies locales, régionales et nationales	30
3.1.4 Sensibilisation	30
3.2 Défis.	32
3.2.1 Enjeux environnementaux	33
3.2.2 Défis socioéconomiques	34
3.2.3 Le coût de la gestion du tourisme.	34

1. Chevaux au site Ramsar
Pestersko polje en Serbie
© Dragana Cavlovic



2. Palaos
©Nick Davidson



4. Gérer le tourisme à l'intérieur et autour des zones humides.	35
4.1 Pour un tourisme réussi et durable.	36
4.2 Établir des plans et des objectifs clairs	38
4.2.1 Planification de la gestion des zones humides	38
4.2.2 Intégrer la gestion du tourisme dans la conservation des zones humides	40
4.3 Limiter les impacts du tourisme à l'intérieur et autour des zones humides	42
4.4 Garantir des avantages pour les communautés et les entreprises locales	44
4.5 Fournir aux visiteurs des services et expériences touristiques de qualité.	46
4.6 Communication, éducation et sensibilisation.	50
5. Travailler avec le secteur touristique	52
5.1 Le secteur touristique.	53
5.1.1 Fonctionnement du secteur touristique	54
5.1.2 Intérêts divergents et points de convergence	55
5.2 Interactions entre les autorités de gestion des zones humides et le secteur touristique	59
5.2.1 Accès	59
5.2.2 Accueil des visiteurs	60
5.2.3 Entreprises locales qui soutiennent le tourisme	62
5.2.4 Services de guide et d'interprétation.	64
5.2.5 Commercialisation, image de marque et promotion	65
6. Planification et politiques applicables aux zones humides et au tourisme.	71
6.1 Cadres juridiques.	71
6.2 Zones humides et politiques relatives au tourisme	72
7. Références et autre documentation utile	76
Annexe.	78
Les études de cas : panorama de leurs caractéristiques naturelles et activités touristiques.	78



TALEB RIFAI *SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OMT*

Le tourisme est un phénomène extraordinaire de notre époque : un milliard de touristes devraient traverser les frontières internationales en 2012, tandis que quatre milliards de touristes se déplacent chaque année dans leur propre pays. Le besoin de voyager, d'apprendre à connaître d'autres cultures, de rencontrer des gens d'autres continents, d'être en contact avec la nature est enraciné dans notre société moderne. Le tourisme est à la fois le moteur et la conséquence de la mondialisation. Ce grand secteur économique est souvent la principale source de revenus pour les pays en développement, créant des emplois et des débouchés, en particulier pour les couches les plus vulnérables de la population.

L'expansion incessante du tourisme, si elle constitue un outil efficace pour promouvoir la croissance et le développement, exige une gestion attentive. Il faut s'assurer de tirer le meilleur parti des avantages économiques et sociaux de cet immense secteur tout en luttant contre ses impacts négatifs possibles sur l'environnement et sur notre patrimoine commun. Rendre le tourisme plus durable est au cœur du mandat de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). En tant qu'institution des Nations Unies spécialisée dans le domaine du tourisme, nous nous efforçons de promouvoir le développement d'un

tourisme responsable, durable et universellement accessible.

Le rapport Économie verte de l'ONU confirme ce que l'OMT clame depuis longtemps – une augmentation de l'investissement dans le tourisme durable peut accroître la contribution de ce secteur à la croissance économique, au développement et, en particulier, à la création d'emplois, tout en s'attaquant aux grands défis environnementaux.

L'OMT et le Secrétariat de la Convention de Ramsar ont signé un Mémorandum de coopération en février 2010 comme point de départ d'une coopération efficace et fructueuse. Les deux organisations partagent une vision commune de la valeur des zones humides, de l'importance de leur conservation et de leur utilisation rationnelle, et des avantages que peut procurer un tourisme durable. Je me félicite en particulier que le thème « Les zones humides, le tourisme et les loisirs » ait été adopté pour la 11^e session de la Conférence des Parties à Bucarest, en Roumanie, et que la Journée mondiale des zones humides de 2012 ait été dédiée au thème « Le tourisme dans les zones humides : une expérience unique ».

Chaque année, des millions de touristes admirent et contemplent les merveilles de la nature dans

les zones humides, qui constituent l'une des plus grandes richesses touristiques et un cadre unique pour de nombreuses activités touristiques. Un grand nombre de zones humides de la planète se trouvent dans des pays en développement. Un tourisme durable peut non seulement générer des recettes pour leur conservation, mais aussi des revenus et des moyens d'existence pour les communautés et contribuer ainsi à la lutte contre la pauvreté.

Je suis convaincu que cette publication de l'OMT et du Secrétariat de la Convention de Ramsar sera une étape vers une meilleure sensibilisation à la relation étroite qui unit les zones humides et le tourisme et vers la promotion de bonnes pratiques et de recommandations sur leurs avantages mutuels.

A handwritten signature in black ink, which reads "Taleb Rifai". The signature is written in a cursive, flowing style.



ANADA TIEGA *SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE RAMSAR*

C'est en 2012 que la Convention de Ramsar aborde pour la toute première fois la problématique du tourisme et de sa relation avec les zones humides à l'occasion d'une Conférence des Parties, et il semble tout indiqué qu'elle le fasse en partenariat avec le chef de file mondial du tourisme durable, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT).

Les zones humides sont parmi les écosystèmes les plus productifs du monde, fournissant tout un éventail de services écosystémiques vitaux. Au nombre de ceux-ci figurent les services écosystémiques « culturels » que sont, par exemple, les valeurs esthétiques, récréatives et spirituelles de nombreuses zones humides, et qui sont justement ceux qui expliquent en grande partie la popularité des zones humides auprès des touristes, qui sont des millions à les visiter chaque année.

Les zones humides présentent des attraits touristiques qui peuvent être une source de revenus essentielle pour de nombreux pays en développement, apportant des avantages économiques qui viennent stimuler les économies nationales et locale et qui soutiennent les moyens d'existence locaux. Tout porte à croire également qu'un tourisme durable bien géré peut contribuer à la conservation et à l'utilisation durable des zones

humides. Mais, au sein de la Convention, nous ne connaissons que trop bien les défis liés à un tourisme non durable, les dégâts qui menacent les écosystèmes de zones humides et les économies locales confrontés à la création débridée d'infrastructures touristiques, à un comportement inapproprié de la part des touristes et à des stratégies, politiques et des plans touristiques mal pensés.

Cette publication met à profit la longue expérience de l'OMT dans le domaine du tourisme et nous espérons que le lecteur s'appropriera aussi la définition que donne l'OMT du « tourisme durable » en poursuivant avec Ramsar et son principe « d'utilisation rationnelle » l'objectif commun de maintenir les processus écologiques et en reconnaissant les valeurs culturelles et les connaissances traditionnelles, ainsi que l'importance de créer des occasions de soutenir et d'améliorer les moyens d'existence, en particulier de tous ceux qui vivent dans la pauvreté.

Nous espérons que le lecteur tirera des enseignements des 14 études de cas présentées dans ce document, de leurs réussites et parfois de leurs échecs en matière de gestion du tourisme à l'intérieur et autour des zones humides. Nous sommes convaincus que tout l'éventail des problèmes rencontrés dans des sites Ramsar et d'autres zones humides,

et rapportés dans ces expériences pratiques, aideront les autorités de gestion et autres responsables à promouvoir un tourisme durable dans leur pays et à sensibiliser leurs populations au rôle vital des ressources précieuses de nos zones humides. Alors que nous publions ce document, les représentants des pays membres de la Convention de Ramsar se préparent à assister à la 11^e session de la Conférence des Parties, qui se déroulera en juillet 2012 à Bucarest, Roumanie. Le thème de cette conférence « Les zones humides : Lieux de vie et destinations » montre bien l'importance qu'ils accordent à ces questions.

Comme indiqué cette année en février à l'occasion de la Journée mondiale des zones humides consacrée au tourisme, le tourisme dans les zones humides peut être « une expérience unique ». Nous espérons que le lecteur fera bon usage des leçons de gestion durable du tourisme présentées ici afin que cette expérience unique continue à être une réalité pour les touristes, les communautés locales et les zones humides elles-mêmes !



Centre d'accueil des visiteurs au Parc national des Everglades
© Service photographique du Parc national, Rodney Cammauf

REMERCIEMENTS ET AVERTISSEMENT

Cette publication a été rédigée par Richard Tapper (Consultant en tourisme, Environment Business & Development Group) avec la contribution de Sandra Hails et Monica Zavagli (Secrétariat Ramsar) et de Luigi Cabrini (OMT).

Nous remercions vont à Heather MacKay (Présidente du GEST), Lew Young, María Rivera, Tobias Salathé, Paul Ouedraogo et Nick Davidson (Secrétariat Ramsar) pour leurs conseils et leurs contributions dès les premières étapes de ce travail, et à David Stroud (UK JNCC, GEST) pour son aide précieuse de première relecture intégrale du projet de document.

Le Secrétariat Ramsar et l'OMT expriment leur gratitude à Carlos García Saez (CONANP Mexique), Ritesh Kumar (WI), Giulia Carbone

(UICN), María Ana Borges (UICN), Christine Prietto (Hunter Wetland Centre, GEST), Dave Pritchard (Consultant, GEST), Robert McInnes (Consultant, GEST), Archana Chatterjee (WWF), Sandra Carvao (OMT), Tatiana Minaeva (WI) et Oliver Hillel (CDB), pour leurs idées, leurs conseils et leurs précieuses contributions.

Nos remercions vont également aux auteurs des quatorze études de cas et autres commentaires pour leur aide et leur engagement : Marcelo Beccaceci (Argentine), Catherine Jewell et Jenny Tomkins (Australie), Ricardo Jerozolimski, Marcello Lourenço, Lauro Henrique de Paiva et Camila Rodrigues (Brésil), Germán Galindo Hernández (Colombie), Agu Leivits, Anneli Roosalu et Murel Merivee

(Estonie), Pankaj Chandan (Inde), Judith Nyunja (Kenya), Theresa R. Aquino et Angelique M. Songco (Philippines), Grigore Baboianu (Roumanie), Murugaiyan Pugazhendhi (Seychelles), Rosana Cerkvenik et Gordana Beltram (Slovénie), Habib Abid (Tunisie), Linda Friar et Leslie Velarde (É.-U.), Nguyen Duc Tu (Viet Nam), et David Champion (Banyan Tree Group).

Carmen Damien, Vainuupo Jungblut, Sofia Méndez et Kati Wenzel ont aussi aidé à réunir des informations pour préparer les études de cas citées dans cette publication.

Enfin, nos remercions vont à Dwight Peck (Secrétariat Ramsar), dont le soutien et la relecture finale ont été extrêmement précieux.



Cyprés et grande aigrette dans les Everglades, É.-U
© Service photographique du Parc national, Rodney Cammauf

RÉSUMÉ

Les zones humides sont parmi les écosystèmes les plus productifs de la planète, car elles fournissent de nombreux services : eau, nourriture, matériaux de construction, transports et protection du littoral, ainsi que de nombreuses possibilités d'activités touristiques et de loisirs, que l'on appelle aussi « services écosystémiques ». Le volume du tourisme à l'échelle mondiale est impressionnant. En 2012, le tourisme international devrait représenter 1 milliard d'arrivées internationales et ce chiffre devrait atteindre 1,8 milliard en 2030. Le tourisme devrait donc continuer à se développer car le nombre de personnes qui, dans un nombre croissant de pays, ont les moyens et le temps de voyager est en augmentation. Le tourisme intérieur est encore plus important que le tourisme international, avec des estimations proches de 4 milliards de touristes se déplaçant dans leur propre pays de par le monde

Les zones humides occupent une place importante dans le tourisme mondial ; on peut donc s'attendre à ce qu'elles jouent un rôle clé dans l'augmentation de la demande de sites touristiques. Les visiteurs sont naturellement attirés par l'eau, les zones humides côtières comme les récifs coralliens et les plages, ainsi que les zones humides intérieures, comme les lacs et les rivières, ce qui montre bien le lien étroit qui unit les hommes et la nature, ainsi que l'attrait esthétique unique des zones humides.

La Convention de Ramsar ne s'intéresse formellement que depuis peu au tourisme dans les zones humides. Elle est consciente de l'expansion

continue du tourisme et de ses effets négatifs possibles sur la santé des zones humides, mais sait néanmoins que s'il est géré de manière durable, le tourisme peut apporter de nombreux avantages environnementaux, sociaux et économiques. Pour établir un cadre de gestion touristique à l'intérieur et autour des zones humides, la définition que donne l'OMT du tourisme durable constitue un outil qui aide dans une large mesure la Convention de Ramsar à mettre en place des pratiques durables dans les zones humides. Si l'on se réfère à cette définition, le tourisme durable partage le même objectif de maintien des caractéristiques écologiques que « l'utilisation rationnelle » telle qu'elle est définie par la Convention. Au moment de la rédaction du présent document, nous espérons que cette démarche fera partie d'une résolution sur le tourisme et les zones humides qui devrait être adoptée par les Parties contractantes à la Convention lors de leur réunion de juillet 2012.

Quatorze études de cas forment la substance de cette publication ; elles illustrent la diversité des types de zones humides qui existent dans le monde et le niveau de développement très variable du tourisme dans les zones humides d'importance internationale (ou « sites Ramsar »), tout en donnant des exemples de mesures efficaces de gestion du tourisme dans le secteur des zones humides. Ces informations visent en particulier les organes de gestion des zones humides mais devraient aussi être utiles à de nombreuses autres personnes.

Le tourisme dans les zones humides offre maintes possibilités intéressantes aux niveaux national, régional et local, tout en soulevant de nombreux problèmes aussi. Au nombre des possibilités, on peut citer les avantages économiques pour les économies nationales et locales, le soutien aux cultures et moyens d'existence locaux et, ce qui n'est pas négligeable, le soutien à la conservation des zones humides. Les études de cas montrent bien les problèmes que pose le tourisme dans les zones humides – les impacts sur les zones humides dus à la construction et à l'exploitation d'établissements touristiques, par exemple la dégradation des zones humides provoquée par le prélèvement de matériaux de construction, les infrastructures, la surexploitation de l'eau, l'élimination inappropriée des déchets, etc., ainsi que l'impact direct des touristes sur les écosystèmes de zones humides, notamment par la pollution sonore, le piétinement excessif et la perturbation des espèces sauvages.

Cette publication s'appuie aussi sur des lignes directrices en vigueur, en particulier les lignes directrices Ramsar sur l'utilisation rationnelle, et d'autres documents applicables à la gestion touristique même s'ils ne traitent pas spécifiquement des zones humides. Ces documents sont mentionnés tout au long du texte et la liste en est donnée au Chapitre 7.



Sur la base de ces études de cas et d'autres exemples, un ensemble de messages clés ont été identifiés et sont résumés ci-après. Pour plus de détails sur ces messages, nous suggérons à nos lecteurs de ne pas se contenter de lire ce résumé mais de lire les expériences détaillées qui figurent dans ce document et même de consulter le texte intégral de chaque étude de cas sur le site Internet de Ramsar à l'adresse

www.ramsar.org/tourisme.

*Sentier dans la zone naturelle
de Kuresoo, Estonie
©Mati Kose*

MESSAGES CLÉS

Gérer le tourisme à l'intérieur et autour des zones humides

- La planification et les plans de gestion des zones humides sont des outils essentiels pour résoudre les problèmes multiples résultant des activités déployées dans les zones humides, tourisme y compris.
- Les plans de développement du tourisme devraient être intégrés dans les plans de gestion en faveur de la conservation de la biodiversité et compatibles avec les objectifs de conservation et d'utilisation rationnelle de chaque site.
- Les impacts négatifs des activités touristiques actuelles et futures peuvent être réduits au minimum grâce à une planification et un suivi appropriés de la gestion.
- Une réelle participation des communautés locales aux prises de décisions est un élément central tant de l'utilisation rationnelle des zones humides que d'un tourisme réussi.
- Un développement touristique bien géré à l'intérieur et autour des zones humides garantit que les avantages profitent aux communautés locales et contribuent à soutenir les moyens d'existence locaux.
- Le dialogue avec les différents acteurs est essentiel pour déterminer ce qu'une destination touristique peut offrir durablement, ce que les communautés sont prêtes à accepter, et ce que les entreprises peuvent offrir pour répondre à la demande du marché touristique et satisfaire les visiteurs.
- Il est important de proposer des expériences enrichissantes dans les zones humides pour attirer les touristes, mais encore faut-il les planifier consciencieusement pour s'assurer que les taux de fréquentation et les activités sont écologiquement et socialement viables.
- La communication et l'éducation sur les zones humides contribuent à la sensibilisation aux valeurs et à la biodiversité des zones humides, et mobilisent le soutien des touristes et d'autres personnes en faveur de la conservation des zones humides.

Coopérer avec le secteur touristique

- Il est important de comprendre le fonctionnement du secteur touristique lors de la planification d'un développement du tourisme qui soit à la fois viable sur le plan commercial et compatible avec la conservation des zones humides.
- Collaborer avec le secteur touristique sur une destination de zone humide est le meilleur moyen de trouver la combinaison appropriée de ressources et de compétences pour le tourisme et la conservation.
- On peut affirmer que l'interaction entre le tourisme et la conservation d'une zone humide est efficace lorsque les points de convergence entre intérêts de chaque secteur sont révélés par le dialogue.
- Le soutien des gestionnaires de zones humides aux entreprises et communautés locales pour les aider à fournir des services touristiques locaux comporte des avantages importants à long terme en matière de conservation.
- Les voyageurs promeuvent les sites offrant aux visiteurs des expériences intéressantes et des services de qualité : des services de guide et d'interprétation de qualité sur un site sont un facteur essentiel à cet égard.
- L'accès peut être déterminant pour le tourisme.
- Les installations destinées aux visiteurs peuvent servir à vérifier à quel endroit d'un site le tourisme intervient, de façon à réduire au minimum les incidences néfastes.
- La commercialisation et la promotion sont importantes pour attirer les visiteurs, mais encore faut-il qu'elles soient compatibles avec la catégorie et le volume de tourisme qu'une zone humide peut accueillir sans impact préjudiciable.

Planification et politiques

- La planification et les politiques nationales, régionales et locales sont des facteurs essentiels de la conservation de l'environnement et pour garantir la contribution équitable du tourisme au développement de l'économie locale.
- Des politiques touristiques nationales et locales bien conçues sont cruciales et doivent s'intégrer aisément dans des politiques stratégiques plus larges ayant trait à l'utilisation des terres.
- Une législation appropriée mise en oeuvre efficacement est importante pour prévenir les atteintes à l'environnement et au patrimoine culturel, protéger les droits des communautés hôtes et leur permettre de bénéficier du tourisme, et que le développement futur du tourisme ne sera autorisé que s'il est durable.

QU'EST-CE QU'UNE ZONE HUMIDE ?

La Convention de Ramsar donne une définition large des « zones humides » : cours d'eau, lacs, étangs, mangroves, récifs coralliens, réservoirs, vasières, plages de sable, marais salants... etc.

Elles peuvent inclure des zones côtières et intérieures, naturelles ou artificielles.



1. INTRODUCTION

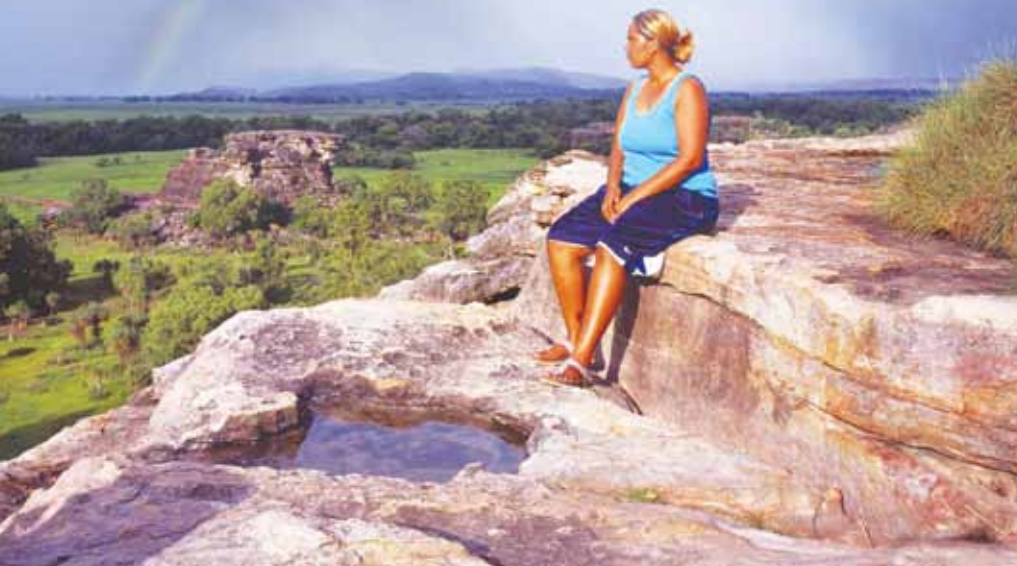
1.1 ZONES HUMIDES ET TOURISME

Les zones humides sont parmi les écosystèmes les plus productifs du monde. Elles fournissent aux populations des services essentiels : eau, nourriture, matériaux de construction, transports, protection du littoral – tout en étant des lieux de tourisme et de loisirs. Partout dans le monde, les zones humides offrent de nombreuses possibilités de tourisme et de loisirs, générant des revenus pour les gouvernements, l'industrie touristique elle-même et également les communautés locales.

La valeur des récifs coralliens

Considérés comme des zones humides aux termes de la Convention de Ramsar, les récifs coralliens constituent des attractions touristiques majeures. Les dernières études estiment que **les récifs coralliens rapportent près de 30 milliards de dollars par an**, provenant principalement du tourisme-nature, y compris la plongée (avec ou sans bouteille).

Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, 2005



*Kakadu est un paysage culturel vivant, où des populations aborigènes vivent depuis plus de 50 000 ans
©Peter Eve, Tourism NT*

Les gens sont naturellement attirés par l'eau, les zones humides côtières comme les récifs coralliens et les plages, ainsi que par les zones humides intérieures comme les lacs et les cours d'eau. Cet attrait reflète les liens étroits qui unissent les êtres humains et la nature, ainsi que l'attrait esthétique des zones humides. Les zones humides, leur faune et leur flore sont réellement un aspect important de l'expérience touristique partout dans le monde, qu'il s'agisse du tourisme de masse et du tourisme spécialisé en petits groupes.

Cependant, comme pour toute autre ressource naturelle, les touristes profiteront des zones humides aujourd'hui et à l'avenir uniquement si leurs visites sont gérées de manière durable.

L'ENVERGURE DU TOURISME MONDIAL

En 2012, on enregistrera environ un milliard d'arrivées de touristes internationaux, et ce nombre devrait s'élever à 1,8 milliard en 2030 (OMT 2011). Le tourisme intérieur devrait se développer encore plus rapidement dans de nombreux pays. L'activité économique générée par les voyages et le tourisme représente près de 5 % du PIB mondial et 6-7 % des emplois dans le monde.

Les dépenses liées au tourisme international se sont élevées à mille milliards de dollars en 2011 (communiqué de presse de l'OMT, 7 mai 2012). Puisque la moitié du tourisme international intervient dans les zones humides, en particulier dans les zones côtières, et compte tenu de la valeur ajoutée du tourisme intérieur et des excursions organisées quotidiennement, la valeur économique du tourisme dans les zones humides est réellement élevée.



1



2



3

1. Réserve écologique Cayapas-Mataje, Équateur
©Xavier Cornejo

2. Écoliers qui participent à des projets de protection
de l'environnement dans la Conejera, Colombie
©FHLC

3. Vue aérienne d'Abrohlos, Brésil
©Bernardete Barbosa

4. Promenade à bicyclette autour du lac Ichkeul, Tunisie
© Photos DGF

1.2 LE TOURISME ET LA CONVENTION DE RAMSAR

Bien que le tourisme dans les zones humides soit une activité largement répandue, la Convention de Ramsar ne s'y est jamais intéressée en détail. En juillet 2012, toutefois, le thème de la 11^e session de la Conférence des Parties (Bucarest, Roumanie) sera *Zones humides, Tourisme et Loisirs*. Pour la toute première fois, la Convention traitera officiellement le tourisme comme l'un des nombreux « services écosystémiques » qu'offrent les zones humides. La Conférence permettra de déterminer ce que les pays doivent faire au niveau national et local pour que le tourisme de zones humides soit durable et en accord avec le principe d'« utilisation rationnelle » énoncé dans la Convention. Il est à espérer que d'ici au lancement de cette publication, la Conférence des Parties aura adopté une résolution sur le tourisme et les zones humides.

Le 2 février, à l'occasion de la Journée mondiale des zones humides 2012, la Convention a déclaré son intention de mettre l'accent sur le thème des zones humides et du tourisme en lançant le slogan *Zones humides et tourisme, une expérience unique*. Cette campagne a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme, ce qui montre bien l'importance du tourisme à l'intérieur et autour des zones humides comme source potentielle

de revenus tant au niveau local que national, et comme chance offerte aux communautés locales d'être associées à la gestion des ressources naturelles.



1.3 CONCERNANT CETTE PUBLICATION

Cette publication met en lumière la valeur considérable que revêtent les zones humides pour le tourisme et les avantages économiques que le tourisme peut représenter pour la gestion des zones humides. La nécessité de gérer de manière rationnelle le tourisme de zones humides grâce à la mise en place de politiques et d'une planification rigoureuses, et de campagnes de sensibilisation – en d'autres termes, en appliquant les principes d'un tourisme durable. En se fondant sur des études de cas et d'autres documents, cette publication met en lumière les contributions que les pratiques de tourisme durable à l'intérieur et autour des zones humides peuvent apporter à la conservation, au soulagement de la pauvreté (en améliorant les moyens d'existence locaux), aux économies régionales et nationales, et leur soutien aux cultures locales. Elle révèle aussi les risques et les impacts associés à un tourisme qui n'a pas été bien géré et n'est pas durable.

Cette publication donne aussi des références permettant de se rapporter à des lignes directrices relatives au tourisme durable, ainsi qu'à plusieurs autres documents consacrés à la conception et à la gestion d'un tourisme durable. Elle cite également, le cas échéant, la ligne directrice Ramsar qu'il serait utile de consulter. Cette publication

s'adresse aux gestionnaires et aux autorités de gestion de sites de zones humides, aux décideurs et planificateurs du tourisme dans les zones humides, et au secteur privé (notamment à tous ceux qui investissent dans le tourisme, exercent des activités touristiques ou contribuent à développer le tourisme à l'intérieur et autour des zones humides).

Cette publication n'a pas pour but de promouvoir le tourisme dans les sites Ramsar ou d'autres zones humides. La décision d'autoriser des activités touristiques dans un site doit toujours être mûrement pesée par les personnes chargées de gérer la zone humide en se fondant sur leurs objectifs de conservation pour le site. Cette décision doit toujours être prise conformément aux principes Ramsar d'utilisation rationnelle. Les zones humides fournissent des services écosystémiques précieux et le développement du tourisme risque de compromettre d'autres services importants pour les êtres humains. La gestion de ces « compromis » est un défi lancé aux décideurs.

Pour cette publication, 14 études de cas sur le tourisme dans les zones humides, dont 13 sont des sites Ramsar, ont été choisies pour couvrir différents types de zones humides de par le monde

QU'EST-CE QU'UN SITE RAMSAR ?

Un site Ramsar, ou Zone humide d'importance internationale, est un site déclaré de zone humide conformément à la Convention de Ramsar par les autorités nationales ou un État membre. On compte actuellement plus de 2000 sites couvrant plus de 192 millions d'hectares : un réseau mondial impressionnant de zones humides qui satisfont aux critères de par leur biodiversité et caractère unique.

et pour examiner la diversité des activités touristiques en termes de volume, de mécanismes de gestion en place, de défis rencontrés et, le cas échéant, de solutions de gestion apportées.

Ces zones humides ne sont toutefois pas sans problèmes ! Comme pour de nombreux sites Ramsar, les gestionnaires de zones humides rencontrent de multiples difficultés, allant de problèmes liés à la qualité de l'eau ou à sa quantité, à la surexploitation, en passant par des demandes de drainage ou de conversion à d'autres utilisations des terres.

Cette publication résume les enseignements tirés des études de cas qui permettent de répondre aux questions suivantes :

- *Quels sont les éléments d'un tourisme couronné de succès et durable sur un site de zone humide ?*
- *Quels sont les moyens pratiques dont disposent les gestionnaires de zones humides pour s'assurer que le tourisme est en harmonie avec les objectifs de conservation et d'utilisation rationnelle des zones humides ?*
- *Comment les sites de zones humides, les entreprises touristiques et les pouvoirs publics peuvent-ils œuvrer de concert dans ce sens ?*

Everglades

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

621 000 ha

Prairies d'eau douce et humides
forêts subtropicales, marais salants,
forêts de mangrove, plage, dunes,
estuaires saumâtres

Delta du Danube

ROMANIE

580 000 ha

Rivière, delta, digues marines et fluviales,
plaines alluviales, complexe lac et lagon
saumâtre, plages, dunes et eaux côtières

Grottes de Skocjan

SLOVENIE

41 300 ha

Bassin versant avec prairies, forêts, plaines
d'inondation, système karstique de cours d'eau
avec grottes souterraines

Soomaa

ESTONIE

39 639 ha

Tourbières hautes, rivières, forêts
marécageuses, prairies de plaine alluviale

Ichkeul

TUNISIE

12 600 ha

Lac entouré de garrigue et
forêt méditerranéenne



Humedal la Conejera

COLOMBIE

59 ha

Rivière, enclave de
marécages et forêt en
zone urbaine

Parc national marin d'Abrohlos

BRÉSIL

91 300 ha

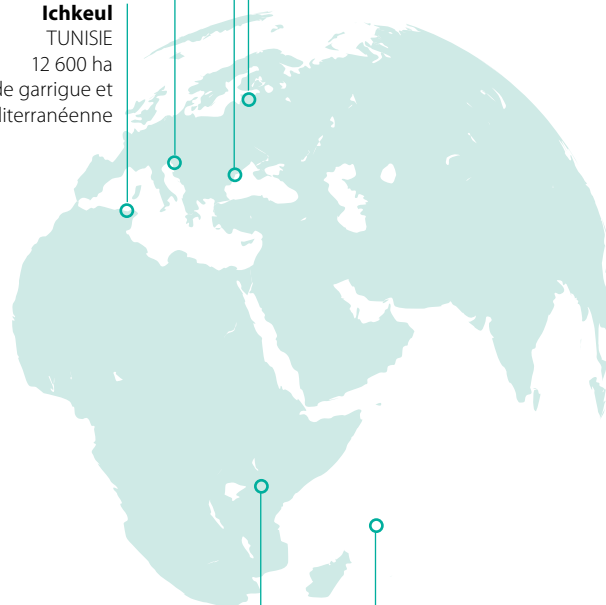
Récifs coralliens,
herbiers marins,
mangroves, plages,
bancs de sable

Marais d'Iberá

ARGENTINE

1 300 00 ha

Lacs, marais, rivière et forêts



Lake Nakuru

KENYA

18 800 ha

Lac alcalin peu profond
dans un bassin clos,
entouré de marais, de
pâturages et de forêts

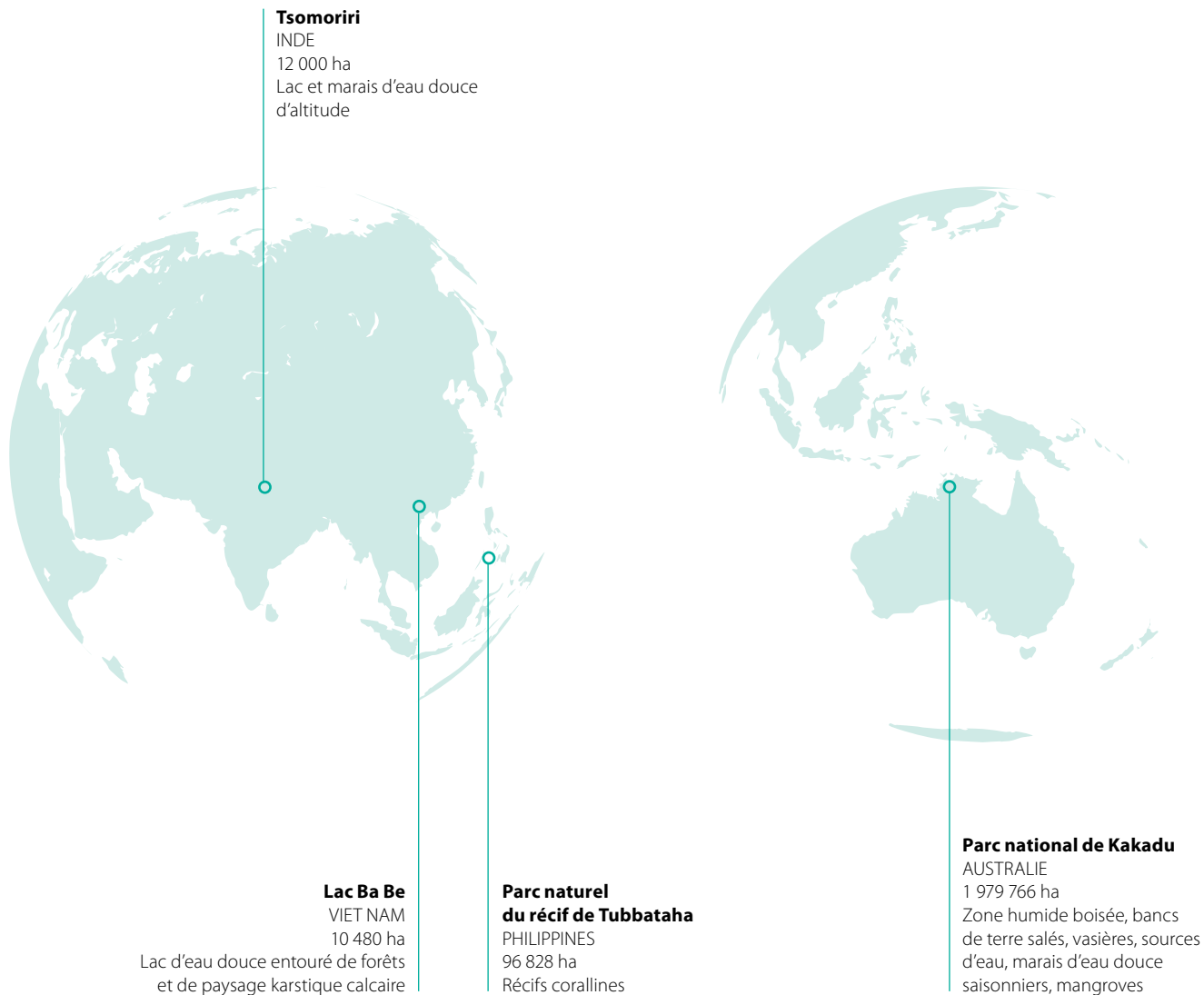
Zone humide de Port Launay

SEYCHELLES

121 ha

Mangroves, vasières et
ruisseaux

Les études de cas : panorama de leurs caractéristiques naturelles et activités touristiques. Le texte intégral de ces études de cas décrit en détail le volume du tourisme et sa gestion. Se rapporter au site Internet de Ramsar www.ramsar.org/tourisme



2. UTILISATION RATIONNELLE DES ZONES HUMIDES ET TOURISME DURABLE

Les professionnels du tourisme reconnaissent aujourd'hui qu'il est nécessaire de pratiquer un tourisme plus durable : nombreuses sont les agences de voyages spécialisées qui s'engagent à promouvoir une meilleure durabilité de leurs entreprises. Le tourisme durable et les concepts de « tourisme vert » et de « tourisme responsable », qui reposent sur les principes du tourisme durable, revêtent une importance grandissante pour les touristes et, partant, pour la promotion touristique. Les pratiques de durabilité sont essentielles pour le tourisme puisqu'elles aident à préserver les caractéristiques qui séduisent les touristes – paysages attrayants et intéressants, nature, culture et traditions locales. Elles garantissent que ces caractéristiques continuent à apporter des avantages économiques tant aux entreprises qu'aux communautés locales.

Le tourisme durable, tel qu'il a été adopté par le secteur touristique, et l'« utilisation rationnelle » en tant que démarche fondamentale pour la gestion et la conservation de zones humides ont entre autres objectifs communs le maintien des processus écologiques. Il en résulte une base solide sur laquelle s'appuyer pour gérer le tourisme dans les zones humides. Avant tout, l'utilisation rationnelle et le tourisme durable portent sur les mesures concrètes prises par les gestionnaires de zones humides et les entreprises touristiques.

Le tourisme pratiqué à l'intérieur et autour des zones humides peut revêtir des formes aussi diverses que le tourisme de masse, les loisirs aquatiques (mer et eau douce), le tourisme d'aventure et culturel, la randonnée et le tourisme-nature, y compris l'« écotourisme ».

2.1 DÉFINITIONS ET LIENS

L'utilisation rationnelle des zones humides est le principe qui sous-tend la Convention de Ramsar. Le tourisme durable est-il en accord avec ce principe ?

Selon la définition adoptée par l'OMT, le tourisme durable doit « Faire un usage optimal des ressources environnementales qui sont un élément clé du développement du tourisme, en préservant les processus écologiques essentiels et en contribuant à la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité. » Le tourisme durable, tel que défini par l'OMT est donc conforme au principe d'utilisation rationnelle de Ramsar.

D'autres aspects de la définition de l'OMT sont aussi conformes aux résolutions et aux lignes directrices Ramsar, notamment la reconnaissance des valeurs culturelles et des connaissances traditionnelles, ainsi que du bien-fondé de créer des possibilités pour maintenir et améliorer les moyens d'existence des populations, en particulier des pauvres.

CONSERVATION ET UTILISATION RATIONNELLE AUX TERMES DE LA CONVENTION

La Convention de Ramsar sur les zones humides a pour mission « La conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par des actions locales, régionales et nationales et par la coopération internationale, en tant que contribution à la réalisation du développement durable dans le monde entier ».

Dans son acceptation la plus simple, l'utilisation rationnelle des zones humides aux termes de la Convention signifie le maintien de leurs caractéristiques écologiques, notamment les processus et services écologiques.

La définition complète de l'utilisation rationnelle se trouve dans le Volume 1 du Manuel Ramsar sur l'utilisation rationnelle (Secrétariat de la Convention Ramsar, 2010)



*Promenade en canot – la plus grande
aventure printanière à Soomaa, Estonie
©Mati Kose*

DÉFINITION DU TOURISME DURABLE SELON L'OMT :

En termes simples, le **tourisme durable** peut être défini comme suit :

« Un tourisme qui tient pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs, en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, de l'environnement et des communautés d'accueil ».

Les principes directeurs du développement durable et les pratiques de gestion durable du tourisme sont applicables à toutes les formes de tourisme dans tous les types de destination, y compris au tourisme de masse et aux divers créneaux touristiques. Les principes de durabilité concernent les aspects environnemental, économique et socioculturel du développement du tourisme. Pour garantir sur le long terme la durabilité de ce dernier, il faut parvenir au bon équilibre entre ces trois aspects.

Par conséquent, le tourisme durable doit :

1. *Exploiter de façon optimale les ressources de l'environnemental qui constituent un élément clé de la mise en valeur touristique, tout en préservant les processus écologiques essentiels et en aidant à sauvegarder les ressources naturelles et la biodiversité.*
2. *Respecter l'authenticité socioculturelle des communautés d'accueil, conserver leur patrimoine culturel bâti et vivant, ainsi que leurs valeurs traditionnelles, et contribuer à la l'entente et à la tolérance interculturelles.*
3. *Assurer une activité économique viables sur le long terme offrant à toutes les parties prenantes des avantages socioéconomiques équitablement réparties, notamment des possibilités d'emploi et de revenus stables, des services sociaux pour les communautés d'accueil, et contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté.*

Le développement d'un tourisme durable exige la participation éclairée de toutes les parties prenantes concernées, ainsi qu'une volonté politique forte pour garantir une large participation et un large consensus. Assurer la viabilité du tourisme est un processus continu qui exige un contrôle permanent des impacts, et l'introduction de mesures préventives et/ou correctives nécessaires en tant que de besoin.

Le tourisme durable doit également maintenir un haut niveau de satisfaction des touristes et leur permettre de vivre des expériences intéressantes, en les sensibilisant aux problèmes de développement durable et en leur faisant mieux connaître les pratiques de tourisme durable.

Source : PNUE et OMT, 2005



Hébergement chez l'habitant
au village de Kozok, Inde
©Pankaj Chandan / WWF-Inde



2.2 VERS UN TOURISME DURABLE

Par tourisme durable, on entend mettre en pratique les principes du développement durable dans le tourisme. Ce concept s'applique à tout ce qui a trait à cette activité – non seulement les entreprises, mais aussi les destinations touristiques, les autorités locales et nationales et, bien entendu, les touristes.

Cette démarche est déjà décrite en détail dans des documents du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) (voir encadré).

PNUE & OMT – PROGRAMME POUR UN TOURISME DURABLE EXTRAIT DE *VERS UN TOURISME DURABLE : GUIDE À L'USAGE DES DÉCIDEURS*

Cette publication donne aux décideurs des orientations pratiques sur le tourisme durable. Elle comprend un résumé des questions à aborder en priorité pour élaborer un programme de tourisme durable en termes d'impacts économiques, sociaux et environnementaux. Elle donne un cadre à l'élaboration de politiques pour un tourisme durable visant à :

- réduire au minimum les impacts négatifs du tourisme sur la société et l'environnement ; et
- augmenter au maximum la contribution positive et créative du tourisme aux économies locales, à la conservation du patrimoine naturel et culturel, et la qualité de la vie des hôtes et des visiteurs.

Les douze objectifs d'un programme en faveur d'un tourisme durable sont :

- | | | |
|---------------------------------------|--------------------------------------|---|
| 1) Viabilité économique | 5) Satisfaction des visiteurs | 9) Intégrité physique |
| 2) Prospérité des destinations | 6) Contrôle local | 10) Diversité biologique |
| 3) Qualité de l'emploi | 7) Bien-être des communautés | 11) Utilisation rationnelle des ressources |
| 4) Équité sociale | 8) Richesse culturelle | 12) Pureté de l'environnement |

L'ordre dans lequel ces objectifs sont présentés n'implique pas un quelconque ordre de priorité. Ils revêtent tous la même importance.

Source : PNUE & OMT, 2005





Coucher de soleil sur le delta d'Okavango Delta, Botswana
© Alicia Wirz



L'Initiative taxe « verte » dans les Palaos

Cette taxe verte fait partie des 35 dollars de taxe de départ exigée des détenteurs de passeports non palaisiens quand ils quittent le pays. Sur ce total, 15 dollars sont versés sur un compte national géré par le Fonds du réseau d'aires protégées. Les groupes communautaires de conservation peuvent soumettre des propositions de projets au Fonds. Depuis novembre 2009, les touristes qui passent leurs vacances aux Palaos ont permis de réunir plus de 1 million de dollars pour les aires protégées du pays.

Source : SPREP, 2012

3. POSSIBILITÉS ET DÉFIS QUE REPRÉSENTE LE TOURISME DANS LES ZONES HUMIDES

3.1 POSSIBILITÉS

Le tourisme est synonyme de nombreuses possibilités qui ne se limitent pas à la création d'emplois et autres avantages économiques. Bien planifié et géré efficacement, il peut aussi promouvoir et soutenir la conservation des ressources essentielles dont dépend le tourisme et offrir une occasion de lancer et renforcer la participation communautaire à la gestion des zones humides.

Au nombre des avantages économiques liés au tourisme, on peut citer les gains qui proviennent régionalement des dépenses des touristes (par exemple, pour l'hébergement, la nourriture, les transports et les guides) ; les emplois créés tant sur des sites de zones humides que plus généralement dans les communautés locales ; et les recettes directes pour les aires protégées qui proviennent, par exemple, des droits d'entrée.

Il n'existe pas toujours d'études détaillées sur les avantages tirés du tourisme dans les zones humides. Lorsque de telles études ont été réalisées, elles révèlent cependant que le tourisme peut rapporter beaucoup aux zones humides sur le plan économique. Dans les Everglades, aux États-Unis, les recettes tournent autour de 450 millions de dollars, lesquelles proviennent directement et indirectement des dépenses des touristes et de l'emploi dans le secteur touristique. Par ailleurs, des sites comme les Everglades sont souvent présentés comme les fleurons d'un tourisme réussi dans les campagnes de promotion du tourisme régional, ce qui peut contribuer à attirer de nombreux visiteurs de la région en plus de ceux qui viennent visiter le parc. Les revenus provenant du tourisme peuvent alors soutenir une utilisation rationnelle des zones humides qui, à son tour, renforce les activités touristiques.



Flamants roses dans le lac Nakuru, Kenya
©Amos Rono, KWS

La Taxe volontaire pour la conservation (VCL) à Bornéo (Malaisie)

Lancée par le WWF dans le cadre du Projet *Corridor for Life* (couloir de vie), l'initiative VCL rassemble des agences de voyage locales qui se sont engagées à protéger l'environnement dont dépend leur entreprise. Les visiteurs sont encouragés à verser une contribution volontaire de 20 MYR (~5 dollars) par personne, qui sont versés à l'Association des agences de voyage participant à l'opération à Kinabatangan (KiTA) pour soutenir les projets de conservation du fleuve Kinabatangan à Bornéo.

Source : WWF, 2011.

3.1.1 Recettes pour la conservation

Il n'est pas toujours nécessaire qu'une aire protégée fasse payer un droit d'entrée pour être une ressource économiquement intéressante pour le tourisme. Il suffit de s'assurer que des fonds suffisants sont réinvestis dans la gestion de la zone humide pour que celle-ci reste une destination touristique de choix. Par exemple, le Parc national de Soomaa, en Estonie, ne perçoit pas de droits d'entrée mais a mis sur pied un programme actif de collaboration avec les entreprises locales pour les aider à créer des emplois locaux et à tirer des revenus des touristes qui visitent le parc. Cette option a des avantages économiques plus vastes et justifie la poursuite du financement national de la conservation de ce parc.

De nombreuses zones humides et aires protégées dans lesquelles le volume de

tourisme est important perçoivent toutefois un droit d'entrée. Le Lac Nakuru – l'un des parcs « haut de gamme » du Kenya et fleuron de son tourisme – perçoit un droit d'entrée de 80 dollars. Cette taxe rapport suffisamment de recettes au Kenya Wildlife Service qui gère ce parc et d'autres parcs nationaux. Globalement, près de 70 % du tourisme international au Kenya repose sur les richesses naturelles de ce pays : l'importance mutuelle de la conservation de la biodiversité et du tourisme ne fait donc aucun doute.

Ainsi, les recettes réunies grâce au tourisme peuvent contribuer à couvrir les coûts de gestion de ses impacts sur l'environnement. Il en résulte des avantages tant pour la conservation que pour les économies locales. Sur certains sites, comme le Parc naturel du récif de Tubbatata aux

Philippines, le rôle de l'autorité de gestion ne se limite pas à la gestion de l'aire protégée mais englobe le soutien au développement économique et à la gestion environnementale des zones voisines. Il n'en résulte pas nécessairement une augmentation directe du revenu de l'autorité de gestion, mais cela contribue de manière importante au soutien à la protection des zones humides et garantit que les équipements sont planifiés et mis en place correctement.

3.1.2 Moyens d'existence et lutte contre la pauvreté

De par le monde, le tourisme est la première source de devises pour les 49 pays les moins avancés de la planète, et représente 45 % du montant total des exportations de services dans les pays en développement (OMT, 2008). Il s'agit de la source principale d'exportation de services dans plus de 80 % des pays en développement et de la principale exportation dans un tiers d'entre eux. Dans certains pays en développement, en particulier dans les petits États insulaires, le tourisme peut représenter plus de 25 % du PIB.

Les avantages pratiques pour les pauvres dépendent d'une répartition efficace des dépenses des visiteurs et des investissements qui leur sont associés à l'échelle locale. Il apparaît toutefois clairement qu'à l'heure actuelle, tel n'est pas toujours le cas, et que la relation particulière entre les zones humides, un tourisme durable et la réduction de la pauvreté est complexe et mérite d'être examinée plus en détail pour améliorer la contribution du développement touristique à la lutte contre la pauvreté (van der Duim & Henkens, 2007 ; OMT 2010a).

Puisque le tourisme joue un rôle aussi important pour l'économie de nombreux pays en développement, deux questions importantes se posent :

- *Dans quelle mesure contribue-t-il aux objectifs de développement plus larges ?*
- *Le tourisme est-il aussi efficace qu'il pourrait l'être ?*

En considérant le tourisme comme un outil de lutte contre la pauvreté, l'OMT a identifié sept mécanismes permettant aux pauvres de tirer profit du tourisme :

1. *Emploi pour les pauvres dans des entreprises touristiques*
2. *Apport de biens et services aux entreprises touristiques par les pauvres ou par les entreprises*
3. *Vente directe de biens et services aux visiteurs par les pauvres (économie non structurée)*
4. *Création et fonctionnement de petites ou micro entreprises touristiques communautaires ou création d'entreprises communes par les pauvres (économie structurée)*
5. *Redistribution du produit des taxes ou redevances perçues auprès des touristes ou des entreprises touristiques*
6. *Don ou soutien volontaire de la part des touristes et des entreprises touristiques*
7. *Investissement dans les infrastructures stimulé par le tourisme, dont bénéficient aussi les pauvres de la localité, soit directement, soit grâce à un soutien d'autres secteurs.*

Source : OMT, 2004.

On peut citer en exemple d'application pratique de ces mécanismes le Parc national du récif de Tubbataha (Philippines), où 10 % des taxes de conservation versées par les touristes pour visiter le parc sont utilisées pour financer des initiatives visant à fournir des moyens d'existence aux communautés de la région. De même, dans le Parc national des Quirimbas (Mozambique), 20 % des droits d'entrée servent à soutenir des activités communautaires (République du Mozambique, Ministère du tourisme, 2009).

Dans les marais d'Ibera en Argentine, la mise en place d'activités touristiques attrayantes tournées vers la conservation a redonné vie à l'économie de Colonia Carlos Pellegrini, près du site Ramsar « Lagunas y Esteros del Iberá ». Ces activités ont créé de nouveaux emplois et d'autres moyens d'existence permettant ainsi aux habitants de conserver leur emploi dans cette ville au lieu d'émigrer vers de grands centres urbains pour chercher du travail. Près de 90 % de la population travaille aujourd'hui dans le secteur touristique.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT

Les objectifs de développement, comme les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ne sont pas uniquement économiques. Les huit OMD visent à réduire l'extrême pauvreté et la faim, à améliorer la santé et l'éducation, à habiliter les femmes et à garantir la durabilité de l'environnement d'ici à 2015. *Le Rapport 2011 sur les OMD* fait état de nombreux succès dans la réduction de l'extrême pauvreté, de la faim, de l'analphabétisme et de la maladie, mais aussi que les plus vulnérables sont à la traîne.



*Éléphant d'Afrique près du site
Ramsar d'Etosha Pans, Namibie
© Sandra Hails*

Tourisme en Namibie

La Namibie a calculé qu'en 2007, le tourisme avait contribué à 14,2 % de son PIB (contributions directes et indirectes), les activités touristiques axées sur la nature étant la principale motivation des visiteurs se rendant dans ce pays. Des six parcs nationaux, le site Ramsar d'Etosha Pan, avec environ 200 000 visiteurs par an, est de loin le plus fréquenté du pays.

Ministère de l'environnement et du tourisme, 2007

3.1.3 Soutien aux économies locales, régionales et nationales

Sachant qu'au moins la moitié des activités touristiques intervient sur les côtes, la qualité des écosystèmes de zones humides est vitale sur le plan économique pour de nombreuses destinations touristiques – par exemple, en prévenant toute pollution des plages et des eaux de baignade. Le tourisme côtier est essentiel à l'économie des États et territoires des Caraïbes et de plusieurs autres régions des Amériques, au sud de la Floride, à la Péninsule du Yucatan au Mexique, aux zones côtières méditerranéennes, à l'Inde, au Sri Lanka, à l'Asie du Sud-Est et aux îles du Pacifique.

Le rapport sur les zones humides de l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire 2005 a révélé que la pêche récréative était une source considérable de revenus : 35-45 millions de personnes se livrent à la pêche récréative (en eaux intérieures et salées) rien qu'aux États-Unis, dépensant au

total 24-37 milliards de dollars chaque année pour leur hobby. Une grande partie de la valeur économique des récifs coralliens – avec un bénéfice net estimé à près de 30 milliards de dollars chaque année – provient du tourisme axé sur la nature, en particulier de la plongée sous-marine et avec tuba.

3.1.4 Sensibilisation

Les gestionnaires des aires protégées ont un rôle important à jouer dans la sensibilisation des résidents locaux, des touristes et des entreprises touristiques à la valeur des ressources naturelles dont dépendent tant le tourisme que les moyens d'existence locaux. Cette sensibilisation fait généralement partie intégrante des activités des voyages organisés, des centres d'accueil des visiteurs et des programmes éducatifs pour touristes. Ces derniers expriment d'ailleurs le plus souvent un grand désir de comprendre les lieux qu'ils visitent.

Dans les zones humides, cela signifie observer la nature et les habitats ; acquérir des connaissances sur l'écologie et la conservation des zones humides, ainsi que faire l'expérience de la culture locale ; ou, tout simplement, profiter de la beauté du milieu naturel.

On peut citer en exemple de succès de la Humedal La Conejera en Colombie, où des programmes de travail actifs avec les écoles, ainsi que la création de sentiers d'interprétation, ont stimulé l'intérêt partout dans la ville pour les zones humides et une meilleure compréhension de leur importance pour l'approvisionnement en eau et la qualité de l'environnement de Bogota. À Nakuru, au Kenya, un programme d'éducation à l'environnement à grande échelle touche près de 100 000 écoliers chaque année ; le Parc national propose également aux résidents des visites bon marché d'observation de la nature.



Les promenades en kayak que proposent les guides locaux qui ont suivi une formation sont des activités touristiques très populaires aux Palaos
©Monica Zavagli

3.2 DÉFIS

Le développement du tourisme à l'intérieur et autour des zones humides peut entraîner des pressions tant environnementales que sociales sur la zone locale et ses communautés. Toute la gamme de ces pressions a été identifiée dans les *Directives sur la biodiversité et le tourisme* élaborées par la Convention sur la diversité biologique.

Exemples d'impacts du tourisme sur l'environnement et la biodiversité :

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">a) <i>Utilisation des terres et des ressources pour l'hébergement, les installations touristiques et autres infrastructures dont le réseau routier, les ports et les aéroports</i>b) <i>Extraction et utilisation des matériaux de construction (par ex., utilisation du sable des plages, de calcaire récifal et de bois)</i>c) <i>Dommages ou destructions causés aux écosystèmes et habitats, dont la déforestation, le drainage des zones humides, et l'utilisation excessive ou non durable des terres</i>d) <i>Exacerbation du phénomène de l'érosion</i>e) <i>Perturbation des espèces sauvages, de leur comportement normal, pouvant affecter la mortalité et la reproduction</i>f) <i>Altérations des habitats et des écosystèmes</i>g) <i>Risques accrus d'incendies</i>h) <i>Consommation non durable de la végétation et de la faune sauvages par les touristes (par ex., par la cueillette de plantes ; l'achat de souvenirs issus d'espèces sauvages, en particulier les espèces menacées d'extinction comme les coraux et les carapaces de tortues ; ou pratiques</i> | <ul style="list-style-type: none"><i>anarchiques et non réglementées de la chasse et de la pêche)</i>i) <i>Risques accrus d'introduction d'espèces exotiques</i>j) <i>Demande d'eau intensive pour le tourisme</i>k) <i>Extraction d'eau souterraine</i>l) <i>Détérioration de la qualité de l'eau (eau potable, eaux côtières) et pollution par les égouts</i>m) <i>Eutrophisation des habitats aquatiques</i>n) <i>Introduction d'agents pathogènes</i>o) <i>Production, traitement et élimination des eaux d'égouts et des eaux usées</i>p) <i>Déchets chimiques, substances toxiques et polluants</i>q) <i>Déchets solides (ordures ou détritiques)</i>r) <i>Contamination des terres, de l'eau potable et des eaux de mer</i>s) <i>Pollution et production de gaz à effet de serre, résultant des voyages par avion, route, rail ou mer aux niveaux local, national et mondial</i>t) <i>Pollution acoustique</i> |
|---|---|

Exemples d'impacts socioéconomiques et culturels liés au tourisme :

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">a) <i>Afflux de personnes et répercussions sociales (par ex., prostitution locale, drogue, etc.)</i>b) <i>Impacts sur les enfants et les jeunes</i>c) <i>Vulnérabilité aux fluctuations dans les arrivées de touristes pouvant provoquer une chute brusque des revenus et des emplois en période de ralentissement de l'activité touristique</i>d) <i>Impacts sur les communautés autochtones et locales et sur les valeurs culturelles</i>e) <i>Impacts sur la santé et sur l'intégrité des systèmes culturels locaux</i> | <ul style="list-style-type: none">f) <i>Conflits entre les générations et altération des relations entre hommes et femmes</i>g) <i>Érosion des pratiques et des modes de vie traditionnels</i>h) <i>Perte de l'accès, par les communautés autochtones et locales, à leurs terres, leurs ressources et leurs sites sacrés, qui sont fondamentaux pour la préservation des connaissances et des modes de vie traditionnels</i> <p><i>Source : Convention sur la diversité biologique, 2004</i></p> |
|--|--|



Centre de villégiature sur le delta du Danube ; contrôler les infrastructures touristiques est l'un des grands défis à relever dans les zones humides

©Peter Lengyel

3.2.1 Enjeux environnementaux

Un développement inapproprié à l'intérieur et autour des zones humides peut avoir une incidence sur les caractéristiques écologiques de ces zones humides et sur les services écosystémiques qu'elles peuvent assurer, notamment sur le tourisme. L'inverse est aussi vrai : un développement touristique mal géré à l'intérieur et autour d'une zone humide peut avoir des impacts négatifs sur ses caractéristiques écologiques.

Bien que le tourisme comporte de nombreux avantages potentiels pour la conservation, il peut aussi avoir des impacts négatifs sur la nature et les habitats. La création d'une infrastructure touristique à l'intérieur et immédiatement autour d'une zone humide, par exemple hôtels, restaurants et parkings, peut avoir une incidence directe sur la santé d'un écosystème de zone humide, tout comme la présence non contrôlée de touristes dans des habitats fragiles, susceptible de perturber ou d'endommager les ressources naturelles. Parmi les exemples de perturbation courante, on peut citer les dégâts aux récifs coralliens provoqués par la plongée sous-marine, et les perturbations qui affectent l'alimentation et la reproduction des animaux. Par exemple, dans le Parc national de Ba Be (Viet Nam), le bruit et les déchets produits par les touristes ont des effets négatifs sur les oiseaux et les petits mammifères vivant autour du lac ; des solutions de gestion sont mises en place pour résoudre ces problèmes. Dans le Peak District, au Royaume-Uni, le nombre important de personnes qui traversent à pied les tourbières de couverture a détruit la végétation de surface, provoquant une érosion importante de la tourbe en profondeur; des mesures sont en cours pour réparer les dégâts les plus graves, et pour gérer les randonnées de façon à éviter d'autres dégâts.

Différents types de mise en valeur peuvent avoir une incidence grave sur les bassins fluviaux et les zones humides qui leur sont associées. L'intensification de l'utilisation des terres peut réduire le débit des bassins, de l'eau étant détournée pour alimenter les zones de peuplement ou les systèmes d'irrigation, ce qui réduit l'alimentation en eau des zones humides. Par ailleurs, les activités liées à l'exploitation des terres peuvent être une source de pollution pour les zones humides, entraînant un déversement de métaux lourds ou

d'autres matières toxiques, ou un enrichissement en nutriments, imputables par exemple au ruissellement des eaux usées et des engrais. Il est donc essentiel de veiller à ce que le débit et la qualité de l'eau soient suffisants pour maintenir les caractéristiques écologiques des zones humides, ce qui non seulement agit dans l'intérêt de la conservation mais contribue aussi à maintenir l'attractivité des zones humides pour les touristes. Les égouts et les effluents industriels de Nakuru Town, la quatrième ville du Kenya, ainsi que les produits agrochimiques issus de l'agriculture intensive dans le bassin versant, continuent à polluer le lac Nakuru, une destination touristique mondialement connue, et constituent donc un défi à long terme pour la gestion du lac et un tourisme durable.

La croissance démographique peut être une autre source de pression en faveur du développement à l'intérieur et autour des zones humides. À mesure que la densité démographique augmente, davantage de personnes veulent avoir accès au site à des fins de loisirs et autres, ce qui engendre une pression. Lorsque le tourisme se développe plus près des zones humides, il risque d'y avoir une demande plus forte pour la création d'entreprises touristiques locales afin de développer le tourisme à l'intérieur du site. Près d'un récif corallien, des pressions risquent de s'exercer pour accroître le nombre de permis accordés aux plongeurs, pour créer de nouveaux sites de plongée et de nouvelles infrastructures touristiques, ainsi que pour permettre à un nombre plus élevé d'entreprises touristiques de travailler sur le site. Au fil du temps, ces pressions peuvent entraîner une dégradation de caractéristiques écologiques des zones humides mais l'application concertée de plans de gestion des sites et de plans touristiques est un bon moyen d'atténuer ces pressions.

Il est toujours important que la planification régionale d'activités touristiques et d'autres formes de développement tienne compte des impacts potentiels que les activités exercées dans le bassin versant peuvent avoir sur les zones humides adjacentes et plus en aval, et définisse des limites raisonnables concernant le type, la densité et l'intensité des activités touristiques qui sont acceptables tout en demeurant durables.

LE TOURISME ET SON EMPREINTE

Si le tourisme subit les effets des changements climatiques sur les lieux de destination, il compte lui-même parmi les responsables de ces changements. Selon les estimations, ce secteur contribuerait globalement à hauteur de 4,9 % aux émissions mondiales de CO₂ (une fourchette comprise entre 3,9 % et 6,0 %), provenant essentiellement des transports aériens (40 %), des autres formes de transport (35 %) et de l'hébergement (21 %), et ces projections ne feront qu'augmenter au cours des prochaines décennies (OMT & PNUE 2008).

Les gouvernements, le secteur touristique et les touristes eux-mêmes ont tous leur rôle à jouer dans la réduction de l'empreinte du tourisme sur les changements climatiques.

Les gouvernements peuvent jouer un rôle important en encourageant des changements destinés à réduire les émissions de carbone. L'un des moyens les plus efficaces sera l'augmentation des coûts de l'énergie et des émissions par l'imposition de taxes ou de permis négociables ; les subventions peuvent aussi entraîner des changements positifs en termes de consommation, en privilégiant les vacances sobres en carbone, par exemple, en récompensant les consommateurs qui font ce choix. Les entreprises touristiques doivent aussi faire des efforts pour améliorer l'efficacité énergétique et l'utilisation économique de l'eau, pour investir dans les technologies d'énergie renouvelable, et en respectant les normes de qualité et les pratiques favorables à l'environnement dans toute la chaîne de valeur (WWF 2008 ; OCDE & PNUE 2011).

En tant que touristes, chacun d'entre nous peut contribuer à réduire son empreinte touristique en planifiant ses voyages avec soin. On peut le faire de diverses manières, par exemple, en choisissant une destination plus proche au lieu de s'envoler vers l'autre bout du monde ; en utilisant les transports en commun dans la mesure du possible une fois arrivé à destination ; en choisissant des agents de voyage et des hôtels qui se disent « soucieux de l'environnement » (WWF 2008).

3.2.2 Défis socioéconomiques

Les activités touristiques peuvent poser des défis tant socioéconomiques que culturels susceptibles d'affecter négativement le bien-être et les traditions des populations locales. Elles peuvent également créer des conflits avec les communautés locales, surtout quand elles limitent leur accès à des ressources qui assurent leur subsistance, telles que l'eau, le fourrage, le poisson, etc.

La conservation peut aussi entraîner des conflits avec les populations locales quand les activités empêchent ou limitent la possibilité des communautés d'avoir accès à des ressources qu'elles utilisaient antérieurement, ou lorsque la protection de la nature endommage les cultures ou menace la sécurité des communautés. Il peut être extrêmement difficile de gérer ces défis, car les pertes subies par ces communautés peuvent ne pas être compensées suffisamment ou équitablement par l'emploi ou les revenus issus du tourisme.

Des conflits ayant des conséquences socioéconomiques peuvent également surgir lors de l'allocation de ressources en eau pour répondre aux besoins des communautés locales et de leur agriculture, et pour répondre au besoin de maintenir les caractéristiques écologiques des zones humides. Par exemple, entre 1992 et 2002, deux sécheresses combinées à l'extraction de grandes quantités d'eau d'irrigation de cours d'eau alimentant le lac Ichkeul en Tunisie ont entraîné un appauvrissement marqué de l'écosystème du lac, ce qui a eu pour conséquence de réduire l'attrait touristique du lac et un déclin de 75 % des populations d'oiseaux d'eau. La mise en œuvre de pratiques actives de gestion de l'eau, alliée à l'engagement de veiller à ce que l'apport en eau douce soit suffisant pour maintenir la valeur écologique et la productivité du lac Ichkeul, ont permis de réparer les dégâts ; le nombre de touristes a doublé depuis 2005.

3.2.3 Le coût de la gestion du tourisme

La réussite du tourisme passe par un investissement dans des installations et un personnel suffisants pour gérer les visiteurs et leur fournir les informations et les services dont ils ont besoin. Dans les zones humides, ces équipements et ces services peuvent être fournis directement par les organismes de gestion, qui font souvent partie du secteur public mais parfois aussi du secteur privé ou associatif, ou par les entreprises touristiques. Quelle que soit la manière dont ces équipements et services sont fournis, ils sont une composante nécessaire de toute « offre touristique ». De tels investissements peuvent être très lourds sur le plan financier.



L'observation ornithologique, une activité touristique « spécialisée » importante dans les zones humides ; amis des oiseaux dans le delta du Danube
©Peter Lengyel

4. GÉRER LE TOURISME À L'INTÉRIEUR ET AUTOUR DES ZONES HUMIDES

À l'instar de toute autre activité commerciale, pour être couronné de succès, le tourisme doit être géré comme une entreprise, qu'il soit administré par des organismes du secteur privé, public ou associatif. Le fait de gérer le tourisme comme une entreprise ne signifie pas que ses intérêts doivent prévaloir sur les objectifs écologiques ou sociaux fixés pour les zones humides. Toutefois, si une activité touristique ne peut pas être commercialement viable dans les limites établies par les objectifs écologiques et sociaux fixés pour le site, il y a fort à penser qu'elle ne convient pas pour ce site.

On s'attend à une intensification du tourisme ces prochaines années, y compris dans les zones humides. Ce phénomène risque d'aggraver les impacts sur l'environnement mondial, d'accroître les émissions de gaz à effet de serre et la production de déchets, et d'avoir une incidence sur l'utilisation des ressources et des terres.

Le chapitre sur le tourisme du rapport de l'ONU

Vers une économie verte, préparé conjointement par le PNUE et l'OMT, laisse entendre que les scénarios d'investissements verts permettraient de faire face à la croissance annoncée du secteur touristique en réduisant l'intensité (quantité par touriste et par jour) de l'utilisation d'énergie, de la consommation d'eau, des émissions polluantes et de la production de déchets dans ce secteur. Toutefois, même avec de telles réductions, les niveaux absolus de consommation et d'utilisation de l'eau par ce secteur continueront à augmenter, tout comme la superficie des terres utilisées à des fins touristiques (PNUE, 2011).

Ainsi, pour les gestionnaires de zones humides, le défi consiste à être prêts à :

- *gérer toutes les formes de tourisme susceptibles d'affecter les sites de zones humides, directement ou indirectement ;*
- *optimiser les avantages que le tourisme peut apporter en termes d'utilisation rationnelle et de conservation des zones humides ;*

- *réduire le plus possible les effets négatifs sur l'environnement ;*
- *éloigner le tourisme des sites les plus fragiles et les plus sensibles.*

Lorsque le tourisme ne procure que peu d'avantages réels à un site, le seul fait de limiter au minimum les menaces et les effets préjudiciables de cette activité représente déjà une contribution à la protection du site et permet d'envisager plus tard la possibilité d'obtenir des avantages ou de remettre le site en état. Mais il y a des cas où le tourisme n'est tout simplement pas compatible avec les objectifs de conservation et d'utilisation rationnelle d'un site ; il convient alors de l'interdire ou d'imposer des contrôles en procédant à un zonage afin de définir les diverses utilisations et l'accès aux différentes parties des sites de zones humides, ou d'attirer les touristes vers des zones où leur impact sera moins préjudiciable.

4.1 POUR UN TOURISME RÉUSSI ET DURABLE

Le dialogue avec les différents acteurs est essentiel pour déterminer ce qu'une destination touristique peut offrir durablement, ce que les communautés sont prêtes à accepter, et ce que les entreprises peuvent offrir pour répondre à la demande du marché touristique et satisfaire les visiteurs.

Les destinations « à succès » proposent des activités intéressantes pour les visiteurs, profitables pour les entreprises, appréciables et acceptables pour les résidents, et supportables pour l'environnement. Le tourisme étant un secteur très dynamique, les lieux de destinations doivent maintenir des liens étroits avec le marché et procurer des expériences touristiques hors pair qui attirent les touristes. En même temps, il convient d'appliquer des mécanismes efficaces pour éviter les impacts environnementaux indésirables du tourisme et tirer le meilleur parti de ses avantages pour la conservation et les communautés.

Un tourisme correspondant aux attentes des visiteurs

Le tourisme dépend étroitement de la demande du marché. Les touristes ont accès à un nombre toujours croissant de destinations et de « produits » touristiques, et la compétition est très forte dans ce secteur. Pour chaque destination, il faut s'assurer qu'elle continue à attirer des touristes en proposant sur le marché des expériences de qualité, en respectant les normes et en offrant des produits inédits. Il faut développer les aspects originaux qui distinguent les destinations et privilégier les points forts.

Un tourisme rentable pour les entreprises

Les entreprises doivent être en mesure de satisfaire la demande du marché touristique et d'en tirer profit, de façon à créer des emplois et d'autres avantages économiques dont bénéficieront la région et les communautés hôtes. Pour ce

faire, les entreprises doivent utiliser leurs atouts, concentrer leurs efforts sur ce qu'elles peuvent offrir de mieux dans les limites des ressources que la destination peut fournir. Il s'agit notamment de la disponibilité et de la qualité de l'hébergement et de la restauration, des transports et des infrastructures de base, de l'offre locale de biens et services, ainsi que des ressources naturelles, historiques et culturelles de la destination.

Aujourd'hui, on rencontre des touristes partout dans le monde, même dans les endroits les plus reculés. La question qui se pose pour les entreprises touristiques et pour quiconque désireux de développer le tourisme dans les zones humides n'est pas de savoir si les touristes vont visiter un site particulier, mais plutôt s'ils seront assez nombreux pour que le tourisme soit viable sur le plan commercial et économique. L'autre défi pour les entreprises locales travaillant avec le tourisme international est que les touristes recherchent des destinations typiques, respectueuses des normes internationales et veulent en avoir pour leur argent. Pour réussir, ces entreprises et ces destinations doivent trouver le juste équilibre et pouvoir proposer aux touristes un produit spécial, fourni efficacement et dans le respect des normes auxquelles ils sont habitués dans leurs pays.

Un tourisme acceptable et bénéfique pour les résidents

Ce sont les communautés locales et les résidents qui accueillent les touristes. Dans les destinations populaires, le nombre de touristes peut avoir des effets non négligeables sur les communautés locales, par exemple, en limitant l'accès de



*Point de vue à partir de Velika dolina
dans les grottes de Skocjan, Slovénie
©Borut Lozej,
Archive du Parc des grottes de Skocjan*

ces populations à des ressources clés pour leurs moyens d'existence, en faisant grimper les prix et le coût de la vie, et en les évinçant de leur lieu de résidence. En même temps, les communautés locales, les traditions et les interactions avec les populations locales sont des aspects très importants du tourisme, qui attirent les visiteurs. Lorsque les communautés sont heureuses d'accueillir des touristes, il y a de bonnes chances pour que ces expériences soient positives.

Un tourisme supportable par l'environnement

Les caractéristiques naturelles, historiques et culturelles de toute destination sont des ressources clés pour le tourisme. Le succès du tourisme dépend de la protection et de la mise en valeur de ces ressources, et de la capacité d'éviter tout impact négatif sur celles-ci par les activités touristiques et par d'autres secteurs. Il s'agit notamment de prendre des mesures pour lutter contre la pollution et la production

de déchets, y compris concernant les déchets solides et les égouts, et de promouvoir une utilisation durable de l'énergie et de l'eau, ainsi que la conservation de la biodiversité.

Trouver le bon équilibre

Le succès du tourisme dépend du bon équilibre établi entre les visiteurs, les entreprises, les communautés locales, la destination et ce que l'environnement peut supporter. Cet équilibre sera établi au prix d'un dialogue entre les acteurs pour déterminer ce que la destination peut offrir durablement, ce que ses communautés sont prêtes à accepter, et ce que les entreprises peuvent offrir par rapport à la demande du marché touristique et à la satisfaction des visiteurs. À partir de ce dialogue, les destinations peuvent définir une vision et une stratégie globales pour le tourisme, établissant le nombre de visiteurs et les formes de tourisme qui leur semblent acceptables et durables, où et comment ces types de tourisme peuvent être pratiqués et comment le tourisme sera géré et développé.

4.2 ÉTABLIR DES PLANS ET DES OBJECTIFS CLAIRS

4.2.1 Planification de la gestion des zones humides

La planification et les plans de gestion des zones humides sont des outils essentiels pour résoudre les problèmes multiples résultant des activités déployées dans les zones humides, tourisme y compris.

Une réelle participation des communautés locales aux prises de décisions est un élément central tant de l'utilisation rationnelle des zones humides que d'un tourisme réussi.

Les plans de gestion des zones humides et leur mise en œuvre sont essentiels pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et visent à garantir que les zones humides conserveront leurs caractéristiques écologiques et continueront à fournir des services écosystémiques clés. Les plans de gestion constituent le point de départ et le cadre de la gestion d'un tourisme et d'activités récréatives en adéquation avec d'autres services écosystémiques et objectifs de conservation.

Les grottes de Skocjan, en Slovénie, sont un bon exemple de gestion d'un bassin versant destinée à protéger le site central – une aire d'environ 400 hectares – contre les activités intervenant dans le bassin versant pris dans son ensemble. Conformément à la Loi sur le Parc régional des grottes de Skocjan, le bassin hydrographique est

considéré comme une zone tampon et l'Organe de service public du Parc des grottes de Skocjan s'est vu confier un rôle statutaire de protection, de gestion et de supervision de l'aire protégée, aux côtés des autorités municipales, s'agissant de la planification et de la gestion de l'ensemble du bassin hydrographique, en particulier pour ses zones de peuplement, l'agriculture et la foresterie. Toutes les activités menées dans la zone tampon susceptibles d'altérer le régime hydrologique et la qualité de l'eau de la Reka sont interdites, à l'exception des mesures de protection contre les inondations.

La pleine participation des acteurs, tant au stade de la planification qu'à celui de la mise en œuvre, est un atout pour la gestion des zones humides, et pour la gestion de l'environnement en général. Même s'il faut du temps et des ressources pour y

parvenir, le soutien et l'aide à la mise en œuvre qui en résultent justifient l'investissement. Le niveau de participation et la diversité des acteurs peuvent varier énormément.

Les communautés locales sont les principaux acteurs de la gestion des zones humides, et de toute forme de tourisme liée aux zones humides. Dans de nombreux cas, les zones humides ont joué – et continuent à jouer – un rôle essentiel pour les moyens d'existence des communautés qui vivent à l'intérieur ou à proximité de ces zones humides, et leurs paysages ont été façonnés et protégés par ces communautés. La participation des communautés à la planification et aux prises de décisions – notamment sur le développement et la gestion touristique – est essentielle à une conservation et une utilisation rationnelle réussies dans les sites de zones humides.

PLANIFICATION DE LA GESTION

Delta du Danube (Roumanie)

Une stratégie d'assistance internationale à la conservation a été établie en 1991, avec le soutien de l'UICN, afin de créer un plan intégré de gestion et de remise en état de la Réserve de biosphère du delta du Danube (RBDD). Elle a permis d'établir des lignes directrices pour la foresterie, l'agriculture, la pêche et le tourisme, et pour des mesures de conservation concrètes et immédiates de la part d'organismes individuels. Le premier Plan de gestion a été élaboré en 1994-1995 avec l'apport d'organismes gouvernementaux, d'universités et d'instituts scientifiques, notamment l'Institut de recherche du delta du Danube et l'Institut de recherche sur le tourisme. La restauration écologique du delta a débuté au milieu des années 1990 et, en 2012, plus de 15 000 hectares de polders abandonnés ont été écologiquement transformés en zones humides en bon état, avec le soutien du projet de la Banque mondiale « Biodiversité du Delta du Danube » et du gouvernement. Pendant la période 2001-2002, le Plan de gestion a été revu, et en 2006-2007, un second Plan de gestion a été élaboré avec le soutien des membres du Conseil scientifique de l'Autorité de la réserve de biosphère du delta du Danube (DDBRA).

Humedal La Conejera (Colombie)

Cette zone humide possède un Plan de gestion de l'environnement assorti de zones écologiques définissant des aires de conservation stricte, de restauration écologique et d'éducation à l'environnement et de loisirs passifs, avec sentiers ouverts au public. L'accès est contrôlé et canalisé par des éco-guides qui sont aussi des éducateurs spécialisés dans le domaine de l'environnement. Cette zone humide est surtout utilisée à des fins de conservation de la biodiversité, définie dans le Plan d'aménagement de la municipalité.



*Gardes forestiers aborigènes qui utilisent un canot gonflable pour contrôler la propagation des mauvaises herbes dans les plaines alluviales de Magela, Parc national de Kakadu, Australie
©David Hancock, Skyscans*

PROMOUVOIR LA PARTICIPATION DES ACTEURS À LA GESTION DES ZONES HUMIDES

La participation des acteurs à la gestion des zones humides peut être envisagée de différentes façons.

Dans les Everglades (É.-U), selon la loi fédérale américaine, un plan quinquennal de gestion de l'ensemble du site doit être préparé, après consultation des communautés locales et du grand public ; le public doit aussi être consulté sur la mise en œuvre des grands projets figurant dans ce plan.

À Kakadu (Australie), des représentants des groupes aborigènes qui sont les propriétaires et gardiens traditionnels du territoire sur lequel le parc est situé, représentent les deux tiers des membres du Conseil d'administration du parc.

Dans le delta du Danube (Roumanie) et sur plusieurs autres sites de zones humides, la gouvernance relève d'un mélange de consultations publiques, représentation communautaire dans les conseils d'administration, et de participation ou liaison avec les municipalités locales de façon à intégrer la gouvernance locale dans la gouvernance de la zone humide.

>> Voir Manuel Ramsar 18 : Gestion des zones humides | Manuel Ramsar 7 : Compétences participatives | Manuel Ramsar 6 : CESP-Zones humides

4.2.2 Intégrer la gestion du tourisme dans la conservation des zones humides

Les plans de développement du tourisme devraient être intégrés dans les plans de gestion en faveur de la conservation de la biodiversité et compatibles avec les objectifs de conservation et d'utilisation rationnelle de chaque site.

Tout comme des plans de gestion clairs sont nécessaires à des fins de conservation et d'utilisation rationnelle efficace des sites de zones humides, des plans et des objectifs clairs sont aussi nécessaires pour une gestion et un développement efficaces du tourisme. Ces plans relatifs au tourisme devraient être jumelés avec les plans de conservation des sites. Il s'agit alors de définir :

- *Le but du tourisme sur le site*
- *Quels types de tourisme sont acceptables et à quelle échelle*
- *Où et comment il doit se dérouler sur le site.*

Les types de tourisme vont du tourisme de masse au tourisme spécialisé d'observation de la nature ; ils peuvent englober diverses formules compatibles entre elles. Au nombre des avantages, on peut citer le soutien au développement de l'économie locale, la création d'entreprises touristiques, la sensibilisation à l'importance du site, la création de revenus pour soutenir la conservation, ou la découverte de solutions pour améliorer la gestion de la formule touristique existante afin de réduire les effets préjudiciables à la zone humide.

Tout comme la mise en place de plans de conservation, l'élaboration de plans touristiques doit s'appuyer sur la consultation et la participation active des communautés locales, des entreprises touristiques et des autorités de la destination. L'élaboration de plans coordonnés de conservation et de tourisme est une occasion de renforcer la coopération entre les acteurs ; par ailleurs, leur apport est nécessaire pour déterminer quelles

sont les formules touristiques acceptables et réalisables sur le plan commercial sur chaque site. Plus les divers acteurs participent à l'élaboration de plans touristiques, plus ils ont de chances de contribuer au succès de leur mise en œuvre. Il peut s'agir de respecter les réglementations et les limites convenues dans le plan, ou de concevoir de nouvelles expériences touristiques, ou encore de consentir des investissements pour améliorer les équipements touristiques et la qualité des services.

Le développement et la gestion touristiques peuvent être envisagés soit dans le cadre des plans de gestion du site, soit dans le cadre de plans touristiques séparés liés aux plans de gestion des sites. On peut citer en exemple :

- *Le lac Ichkeul (Tunisie), qui bénéficie d'un financement par l'intermédiaire du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour préparer et commencer à mettre en œuvre un Plan de développement et de gestion et un Plan de développement communautaire pour le parc.*
- *Les marais d'Ibera (Argentine), où un plan de gestion a été préparé en 2005 par une équipe d'environ 55 spécialistes couvrant un large éventail d'expertises en matière de conservation et de gestion, et représentant des organisations engagées dans la conservation des marais.*
- *Les Everglades (É.-U.), où la loi fédérale exige que le Plan de gestion générale du parc soit révisé tous les cinq ans ; une consultation publique pour établir son réexamen est prévue pour 2013.*

LIGNES DIRECTRICES ET CONSEILS PRATIQUES POUR LA GESTION DU TOURISME DANS UN MILIEU NATUREL

La Convention sur la diversité biologique (CDB) a adopté les *Directives sur la biodiversité et le tourisme*, qui couvrent l'élaboration de politiques, la planification du développement et la gestion du tourisme aux destinations et sur les sites. Ces directives abordent d'autres thèmes tels que l'éducation, le renforcement des capacités et la sensibilisation, et leur mise en œuvre est soutenue par le Manuel de l'utilisateur, qui fournit des listes récapitulatives et des conseils pratiques (Convention sur la diversité biologique, 2004 et 2007).

La Fédération Europarc, en partenariat avec l'European Centre for Eco and Agro Tourism, a publié un manuel d'informations pratiques, *Practical, profitable, protected: A starter guide to developing tourism in protected areas*, qui donne des conseils fondés sur des études de cas aux administrateurs responsables de la gestion des aires protégées en tant que destinations touristiques. (Fédération Europarc et ECEAT, 2012).

Plusieurs autres documents pertinents sont répertoriés au chapitre 7.



Les marais d'Ibera
© Beccaceci

FAIRE COÏNCIDER LA GESTION DU TOURISME AVEC LES OBJECTIFS DE CONSERVATION

Abroholos (Brésil)

La gestion générale du parc est régie par le Plan de gestion du parc, établi en 1991 et révisé en 1995. Un Plan d'utilisation publique du parc a été approuvé en 2003 ; le parc s'est doté de lignes directrices à l'usage des visiteurs, notamment pour les activités de plongée et d'observation des baleines et des oiseaux, qui font aujourd'hui partie intégrante du Plan de gestion. La plus grande partie du parc est classée zone de protection totale et là, aucune activité humaine ou altération n'est autorisée. Cette zone englobe les zones de nidification et la majorité des récifs coralliens. D'autres zones sont attribuées à la recherche scientifique et à l'éducation à l'environnement. Le tourisme et les activités de loisir sont limités aux sites de plongée et à un sentier de nature de 1,6 km sur l'île de Siriba.

Pour protéger le parc contre les impacts excessifs du tourisme, selon les réglementations, l'entrée des eaux du parc est limitée à 15 bateaux de taille moyenne par jour, chacun d'entre eux ayant une capacité maximale de 15 passagers. Cette limite – qui représente un maximum de 225 visiteurs par jour – se fonde sur une évaluation de la capacité d'accueil du parc avec le double but de protéger l'environnement et ses habitats fragiles tout en offrant une expérience de haute qualité aux visiteurs, en préservant le sentiment d'éloignement et le côté unique du parc et de ses sites de plongée. Seuls les bateaux accrédités par les autorités du parc sont autorisés à y pénétrer. Chaque bateau doit satisfaire aux spécifications établies par la Marine brésilienne en termes de sécurité et d'autres équipements, et doit posséder des réservoirs de collecte et d'entreposage suffisamment grands pour récupérer tous les déchets produits par les passagers et l'équipage.

Tous les groupes de touristes sont accompagnés par des guides qui ont achevé un cours de formation sur l'écotourisme dirigée par l'office du tourisme de l'État de Bahia ou par ICMBio, l'Institut Chico Mendes de conservation de la biodiversité.

ZONES HUMIDES – UNE RESSOURCE POUR LE TOURISME ET LE DÉVELOPPEMENT

Lake Nakuru (Kenya)

Le Parc national du lac Nakuru accueille environ 245 000 visiteurs par an – dont 149 500 touristes internationaux et 95 500 visiteurs nationaux. S'agissant d'un « parc haut de gamme » (en anglais, *Premium Park*), les touristes étrangers paient un droit d'entrée de 80 USD, tandis que les visiteurs locaux paient 1000 shillings kényans (11 USD). Les droits d'entrée et les redevances de concession qui proviennent des hôtels ou « lodges » ont permis de réunir près de 800 millions de shillings kényans en 2010, ce qui a contribué à financer les coûts de gestion du parc. Le parc compte deux hôtels privés, pour un total de 240 lits. Les hôtels sont loués comme concessions par le Kenya Wildlife Service qui dirige le parc, et ceux-ci réunissent près de 17 millions de shillings kényans pour le parc chaque année.

Les principales activités touristiques proposées par le Parc national du lac Nakuru sont les safaris et l'observation d'oiseaux, auxquels les visiteurs accèdent par un réseau de routes praticables par tous les temps et de chemins entretenus dans l'ensemble du parc. Ce réseau permet aux touristes de voir plus de 50 espèces de mammifères et plus de 450 espèces d'oiseaux, dont 70 espèces d'oiseaux d'eau. La population impressionnante de mammifères que compte le parc est le résultat d'une gestion avisée pendant plus de 50 ans depuis la création de ce parc national en 1961. On y a introduit des espèces comme les girafes et les rhinocéros noirs et blancs, venues d'autres parties du Kenya, ainsi que des lions et des léopards, d'Afrique du Sud. Le parc abrite aujourd'hui de nombreux grands mammifères et de grands herbivores comme le cobe à croissant, le guib harnaché et le cob des roseaux.

4.3 LIMITER LES IMPACTS DU TOURISME À L'INTÉRIEUR ET AUTOUR DES ZONES HUMIDES

Les impacts négatifs des activités touristiques actuelles et futures peuvent être réduits au minimum grâce à une planification et un suivi appropriés de la gestion.

La création d'établissements touristiques et d'infrastructures pourrait être une source d'impacts sur l'environnement alentour. Ces effets peuvent être évités ou réduits au minimum grâce à des mécanismes appropriés de planification de la gestion. Ils sont toutefois beaucoup plus difficiles à mettre en œuvre lorsque des impacts négatifs se manifestent déjà à plus ou moins grande échelle que lorsqu'on applique d'emblée des méthodes afin d'éviter les dégâts.

À Abrolhos (Brésil) et Tubbataha (Philippines), les récifs sont protégés par un contrôle strict du nombre de touristes autorisés à visiter les parcs, ainsi que par des réglementations contrôlant la plongée sous-marine.

À Soomaa (Estonie), les études ont révélé que les oiseaux étaient dérangés au minimum lorsque les touristes étaient à 500 mètres au moins de leurs sites de nidification. Cette information a été utilisée lors de la planification des tracés des sentiers et des trottoirs de bois surélevés dans le parc, en interdisant certains secteurs au tourisme lors de la saison de nidification.

À Tsomoriri (Inde) la période la plus touristique coïncide avec la principale période de reproduction de la faune aviaire du lac. La promotion de séjours chez l'habitant, comme alternative d'hébergement pour les touristes, contribue à réduire la pression provoquée par le camping non réglementé à proximité des aires de reproduction d'espèces menacées d'oiseaux. Plusieurs agences de voyage contribuent régulièrement aux initiatives de nettoyage des déchets.

À Ba Be (Viet Nam), on encourage les utilisateurs locaux du lac et les organisateurs de promenades en bateau pour les touristes à utiliser leurs barques en bois traditionnelles de préférence aux canots à vapeur équipés de moteur diesel afin d'éviter la pollution de l'eau et pour limiter la pollution sonore qui a commencé à avoir des effets néfastes sur la faune aquatique et celle qui vit sur les berges du lac.



Acteurs locaux participant à un cours de formation afin de promouvoir l'hébergement chez l'habitant
©Pankaj Chandan / WWF-Inde

LOCALISATION ET CONCEPTION DES HÔTELS ET DES LIEUX DE VILLÉGIATURE

Le concept des hôtels et des lieux de villégiature et leur emplacement peuvent avoir des impacts non négligeables sur l'environnement des zones humides et d'autres écosystèmes. La publication de l'UICN *The siting and design of hotels and resorts* (La localisation et la conception des hôtels et des lieux de villégiature) identifie l'impact potentiel sur les écosystèmes du défrichage et des modifications du paysage durant la construction d'hôtels et de lieux de villégiature, notamment la destruction de la végétation, les changements dans le débit d'eau, la destruction ou l'altération des sites de reproduction et d'alimentation des oiseaux, des poissons et des mammifères, les modifications de taux d'envasement et des flux de nutriments etc.

Outre les effets directs de la construction, il est important de réfléchir à des questions telles que les sources des matériaux de construction utilisés (par exemple, le bois et le sable), l'utilisation d'espèces de plantes non indigènes dans les jardins des hôtels susceptibles d'avoir des besoins excessifs en eau, engrais et pesticides, et les risques d'introduction involontaire d'espèces envahissantes.

En se fondant sur la méthode de l'étude de cas, cette publication tient compte de ces impacts pour élaborer cinq principes clés s'appliquant à tous les écosystèmes et permettant de protéger la biodiversité :

1. Adopter une approche axée sur l'écosystème dans la planification du développement touristique
2. Gérer les impacts sur la biodiversité de la construction d'hôtels et s'attacher à apporter une contribution globalement positive
3. Concevoir en se souciant de la nature et adopter des solutions respectueuses de la nature
4. Respecter, faire participer et soutenir les communautés locales
5. Améliorer la collaboration entre les parties prenantes.

Source : UICN, 2012.

4.4 GARANTIR DES AVANTAGES POUR LES COMMUNAUTÉS ET LES ENTREPRISES LOCALES

Un développement touristique bien géré à l'intérieur et autour des zones humides garantit que les avantages profitent aux communautés locales et contribuent à soutenir les moyens d'existence locaux.

L'un des objectifs du tourisme durable à l'intérieur et autour des zones humides est qu'il crée des avantages économiques pour les communautés locales ; ces avantages favorisent le soutien pour la protection des zones humides et, dans certains cas, ils peuvent jouer un rôle unique, voire inverser le déclin économique.

De nombreuses communautés ont tissés des liens culturels et de subsistance vigoureux avec les zones humides, ce qui a contribué à protéger et influencer leurs caractéristiques écologiques au fil des millénaires. Par exemple, le Parc national de Kakadu en Australie a été façonné et protégé par des groupes autochtones qui sont les propriétaires et gardiens traditionnels du territoire sur lequel le parc est situé. Les liens entre ces groupes et le territoire existent depuis plus de 50 000 ans.

Les communautés locales jouent aussi un rôle important dans l'expérience touristique, en plus de fournir l'hébergement, les restaurants et d'autres services. Les communautés qui bordent le lac Ichkeul (Tunisie) et le lac Ba Be (Viet Nam) ainsi que le Delta du Danube (Roumanie) proposent

aux touristes des hébergements chez l'habitant, et leurs traditions et festivals locaux offrent des attractions supplémentaires. Dans la région de Soomaa (Estonie), les autorités du parc ont mis sur pied un programme d'aide aux entreprises touristiques locales. Des mesures similaires – dites de cogestion communautaire – sont appliquées avec succès en Afrique : l'une des clés de leur succès est qu'en reconnaissant aux communautés le droit à leur terre, il a été possible de louer des concessions à des agences de voyages expérimentées capables de développer et de commercialiser des produits touristiques au niveau international.

Les liens communautaires peuvent être établis et gérés de plusieurs manières, par exemple, par des consultations sur des problèmes spécifiques, l'organisation à dates régulières de forums permettant aux représentants des communautés locales et aux autres acteurs de rencontrer les gestionnaires du site, les efforts déployés par d'autres agents de liaison communautaires, l'aide aux communautés pour qu'elles puissent

bénéficier des possibilités offertes par le tourisme et pour résoudre les conflits, et la représentation des communautés aux conseils d'administration qui supervisent la gestion des sites de zones humides.

Lorsque les liens avec les communautés locales sont faibles ou inexistantes, des conflits risquent d'éclater. Une communauté qui pâtit du tourisme n'est plus motivée à soutenir la conservation du site. Outre leurs effets sur la conservation, les liens trop faibles avec les communautés peuvent aussi créer des tensions sociales risquant de ruiner la qualité de l'expérience touristique, ce qui, à moyen ou à long terme, risque de faire chuter le nombre de visiteurs et donc, les revenus issus du tourisme.

Le travail avec les communautés locales pour leur permettre de créer des entreprises axées sur le tourisme est donc un aspect important de la gestion de la visite des zones humides. Les avantages pour la communauté sont donc une incitation supplémentaire à soutenir localement la conservation des zones humides.

OBSERVATION DES REQUINS-BALEINES DANS LE NORD DU YUCATAN, MEXIQUE : DES AVANTAGES POUR LES PÊCHEURS, POUR LA VIE MARINE ET LE TOURISME

Une population saisonnière de requins-baleines visite le nord-est de la péninsule du Yucatan, au Mexique, et le tourisme s'est développé au cours des dernières années avec la participation de membres des communautés locales, conformément aux réglementations environnementales en vigueur. La cogestion avec tous les acteurs a été établie dès le début. Les « Dominos » (nom donné par les pêcheurs locaux aux requins-baleines), l'une des plus grandes communautés de requins baleines connues au monde, passent cinq mois par an dans ces eaux. De mai à septembre, entre 800 et 1400 individus viennent se nourrir dans cette eau riche en plancton.

En 2003, le WWF Mexique et la Commission nationale des aires protégées ont commencé à appliquer un projet avec les pêcheurs de Yumbalam, un site Ramsar, dans l'idée de donner une formation aux pêcheurs qui commençaient à emmener des touristes pour nager et observer les requins baleines. La formation et le renforcement des capacités ont consisté en cours sur divers sujets : création de petites entreprises, interprétation touristique, premiers secours, entretien des moteurs et des bateaux, et commercialisation.

L'objectif poursuivi était double : aider les pêcheurs à créer une activité économique de substitution, et réduire la pêche pendant ces quelques mois de l'année, donnant ainsi un répit bien nécessaire aux ressources marines locales. Par ailleurs, la diversification des revenus apporte une plus grande stabilité aux communautés puisqu'ainsi les pêcheurs ne dépendent plus d'une seule activité. Un maximum de 160 permis (la capacité d'accueil estimée) soit un permis par bateau (8 passagers) sont délivrés pour emmener les touristes nager et observer les « Dominos » sur le site Ramsar.

Source : Dr. Carlos Garcia-Saez, Coordinador para la Atención de Humedales y Areas Costero Marinas CONANP, México www.conanp.gob.mx



LES AVANTAGES QUE LES COMMUNAUTÉS TIRENT DU TOURISME

Tubbataha (Philippines)

Dix pour cent des droits pour la conservation versés par les visiteurs du récif de Tubbataha vont à des initiatives de soutien aux moyens d'existence à Cagayancillo, notamment un soutien aux initiatives locales visant à générer des revenus grâce au tourisme. Le Conseil de gestion de l'Aire protégée de Tubbataha fournit une assistance technique et autre afin de renforcer les capacités de la municipalité de Cagayancillo à gérer les ressources marines et les réserves marines locales, notamment par la planification et la mise en œuvre d'activités destinées à lutter contre la pêche illicite, le zonage de diverses activités, notamment la culture d'algues, les cages à poissons et les zones de pêche. L'amélioration de la productivité marine et des captures de poissons contribue à améliorer le niveau de vie des populations locales, et permet de réduire les pressions de la pêche sur le parc et d'autres sites de conservation. Par exemple, l'expérience des Philippines a démontré que la création de réserves marines gérées localement peut améliorer de manière notable les prises de poissons pour les communautés locales, parfois en trois ans seulement.

Ba Be (Viet Nam)

Le tourisme autour du lac de Ba Be est une source d'emplois supplémentaires pour les populations locales sous la forme de promenades en bateau, d'hébergements chez l'habitant, de restaurants et de visites guidées. Il contribue à conserver et renforcer la culture autochtone grâce aux manifestations artistiques, aux festivals traditionnels et à la production d'artisanat.

Les avantages économiques pour les communautés locales peuvent être considérables : par exemple, une troupe faisant une représentation artistique touchera entre 500 000-1 200 000 VND (25-60 USD), une excursion en bateau coûte 500 000 VND (25 USD) par bateau/sortie, et une nuit chez l'habitant coûte environ 70 000 VND (4 USD) par personne. Dix-huit familles offrent des hébergements chez l'habitant. En 2011, le revenu moyen provenant des hébergements chez l'habitant s'est élevé à 40 millions de VND (2000 USD) par ménage et par an à Bo Lu et à 25 millions de VND (1250 USD) par ménage et par an à Pac Ngoi. Environ 83 ménages proposent des promenades en bateau sur le lac et chacun d'entre eux gagne jusqu'à 800 000 VND (40 USD) par mois.

Le tourisme et les revenus qu'il rapporte contribuent à sensibiliser les entreprises touristiques, les communautés et les autorités locales à la valeur la conservation du Parc national de Ba Be.

Lake Ichkeul (Tunisie)

La promotion de ce parc national et de ses alentours comme destination touristique a contribué à sensibiliser la population à la conservation et à l'importance de l'utilisation rationnelle des zones humides, et a permis de créer de nouvelles sources de revenus à consacrer à l'entretien des infrastructures du parc, notamment son centre d'accueil des visiteurs, et à la gestion de la conservation. Le parc possède aujourd'hui un programme d'appui, comprenant notamment une formation de base et des plans de crédit, afin d'accroître la participation des commerces et des communautés locaux aux activités touristiques, de façon à améliorer la situation de l'emploi et les avantages économiques tirés du tourisme. On peut notamment citer la création de commerces axés sur le tourisme tels que restaurants, hébergements et boutiques de souvenirs vendant des produits et de l'artisanat locaux, et de nouvelles possibilités d'emploi comme guides dans le parc.

UN PRODUIT CRÉATIF POUR AMÉLIORER L'EXPÉRIENCE TOURISTIQUE ET LA CONSERVATION

La création de ballades en raquettes spéciales (*bogshoes*) dans les tourbières du Parc national de Soomaa (Estonie) est un bon exemple de la manière dont les gestionnaires de zones humides et les agences de voyage peuvent coopérer et imaginer des activités touristiques offrant une expérience mémorable tout en protégeant les zones humides. Le parc possède un circuit de promenades en bois surélevées, conçu spécialement pour permettre aux visiteurs de découvrir les tourbières et les forêts du parc sans les endommager. Cependant, les agences de voyage ont estimé que ce type de promenade limitait l'expérience touristique qu'il était possible d'offrir aux visiteurs. Ils ont donc imaginé, avec les gestionnaires du parc, un trajet novateur permettant aux visiteurs d'expérimenter la nature dans les tourbières tout en protégeant les habitats et les espèces sauvages fragiles des tourbières. Ils offrent aujourd'hui des visites guidées en « raquettes de tourbière » que chaussent les visiteurs pour marcher sur la végétation spongieuse et fragile des tourbières sans l'endommager. Le parc et les voyageurs collaborent étroitement pour s'assurer que les promenades dans les tourbières sont surveillées attentivement, avec un nombre limité de visiteurs et un suivi pour s'assurer que les tourbières, leur faune et leur flore ne subissent aucun dégât. Les visites en « raquettes de tourbière » permettent aux visiteurs de quitter les promenades en bois et d'explorer des zones plus reculées du parc – elles ont contribué à diversifier le tourisme offert dans le parc et constituent une expérience pratiquement unique qui attire les visiteurs et contribue à promouvoir le parc et son tourisme, ce dont bénéficient les voyageurs et d'autres commerces.



Promenades en raquettes de tourbière sur le site Ramsar de Soomaa : du jamais vu pour de nombreux touristes
© Aivar Ruukel

4.5 FOURNIR AUX VISITEURS DES SERVICES ET DES EXPÉRIENCES TOURISTIQUES DE QUALITÉ

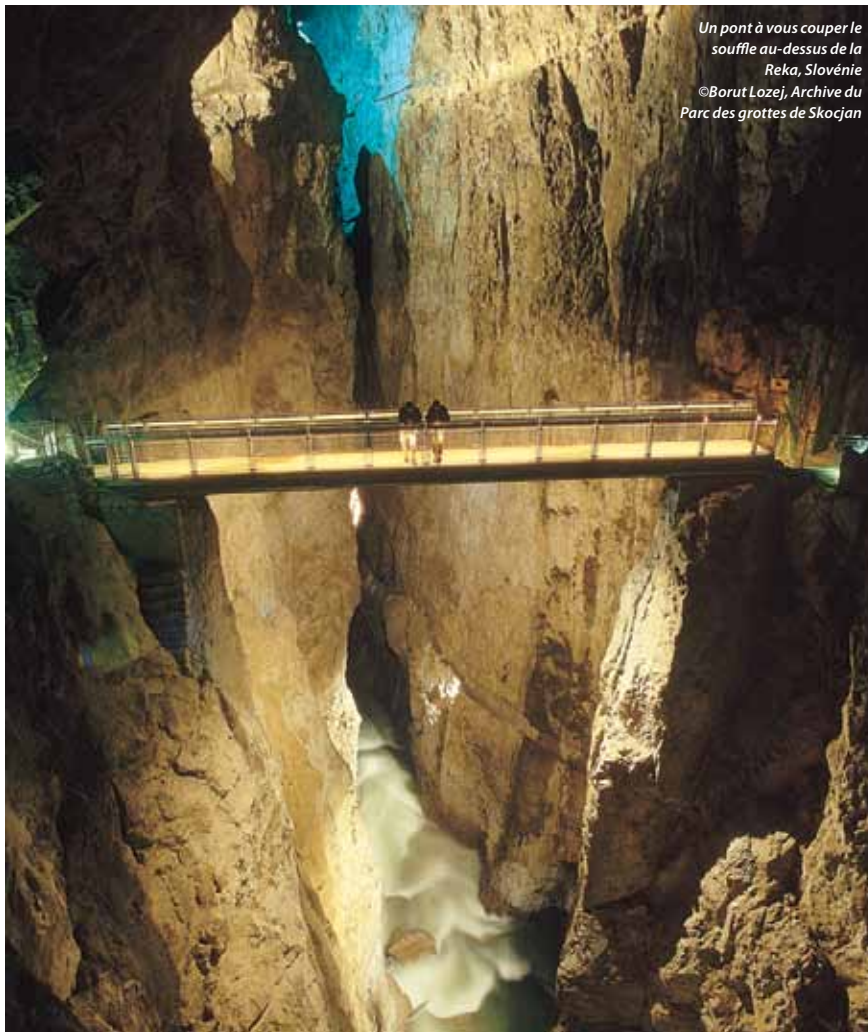
Il est important de proposer des expériences enrichissantes dans les zones humides pour attirer les touristes, mais encore faut-il les planifier consciencieusement pour s'assurer que les taux de fréquentation et les activités sont écologiquement et socialement viables.

Expériences des visiteurs et développement du « produit »

Le tourisme est autant une expérience qu'une découverte géographique. La possibilité de vivre des expériences mémorables dans des lieux privilégiés attire les visiteurs et assure la réussite du tourisme.

Le lieu est le théâtre des expériences touristiques, mais en soi la destination suffit rarement à garantir le succès du tourisme. Des expériences fascinantes, enrichissantes et inhabituelles

rendent les zones humides différentes et attirantes pour les touristes. Sur un site de zone humide renommé ou situé à proximité d'une destination populaire, ces expériences sont souvent le fruit de plusieurs composantes : des centres d'accueil des visiteurs et des visites guidées ; sur les sites reculés, des moyens de transport, un hébergement et des repas inhabituels font aussi partie de l'expérience touristique.



*Un pont à vous couper le souffle au-dessus de la Reka, Slovénie
©Barut Lozej, Archive du Parc des grottes de Skoijan*

À proximité des récifs coralliens, comme celui de Tubbataha aux Philippines, la surveillance des sites où la plongée sous-marine est autorisée et du nombre de plongeurs autorisés n'a pas pour seul but de protéger les récifs mais aussi de préserver la qualité de l'expérience de plongée. Le Conseil de gestion de l'aire protégée de Tubbataha s'efforce également de diversifier les activités touristiques dans le parc ; il est

possible de proposer d'autres sports aquatiques à l'intérieur du parc ou à proximité, comme la plongée avec tuba, le kayak, le kitesurf, ou la planche à voile. Il est important de noter que les impacts de ces activités sur les écosystèmes récifaux fragiles, ainsi que sur la faune et la flore de surface et sur les habitats font l'objet d'études, tout comme la nécessité d'adopter de nouvelles réglementations pour ces activités.

Dans les grottes de Skoijan en Slovénie, l'autorité de gestion a consenti un gros investissement pour construire un centre d'accueil pour les visiteurs ainsi que des trottoirs et des points de vue à l'intérieur des grottes, permettant aux visiteurs d'explorer ces grottes en toute sécurité et à celles-ci, de supporter la pression d'un grand nombre de visiteurs.

Lorsqu'il n'existe pas de nouveaux produits et que les équipements ne sont pas aux normes, les sites perdent de leur attrait, comme ce fut le cas à Abrolhos (Brésil), où le mauvais état des bateaux emmenant les touristes visiter les îles, allié à l'absence de nouveaux produits touristiques originaux, a contribué à faire chuter le nombre de touristes visitant le parc au cours des dernières années – ils sont passés de 12 900 dans les années 1998-2001 à seulement 3500 en 2011. Pour améliorer les normes et inverser la tendance à la baisse du nombre de touristes, le parc est en train d'introduire un système couronné de succès ailleurs au Brésil, selon lequel les voyageurs et les conducteurs de bateaux intéressés feront des offres pour obtenir des concessions.

Ces exemples montrent comment les gestionnaires de zones humides peuvent agir pour maintenir les normes et proposer de nouvelles expériences et produits touristiques aux visiteurs en collaboration avec les voyageurs. Les plans de certification peuvent aider les autorités des zones humides à appliquer des normes élevées dans leur gestion du tourisme durable et à renforcer leur interaction avec le secteur touristique, afin d'obtenir un produit « fiable » et d'améliorer l'expérience des visiteurs.

SOUTENIR LA CRÉATION D'ENTREPRISES À L'INTÉRIEUR ET AUTOUR DES ZONES HUMIDES

Soomaa (Estonie)

Ce sont des entreprises privées qui assurent les services tels que restauration et hébergement, ainsi que la plupart des activités touristiques proposées dans le Parc national de Soomaa, à savoir :

- Sorties en canoë-kayak – la plus grande aventure à vivre au printemps à Soomaa
- Sentier d'observation de la nature dans les tourbières
- Promenade dans les tourbières avec raquettes spéciales « bogshoes »
- Observation des oiseaux, des papillons et des plantes
- Histoire culturelle (gestion traditionnelle des prairies, modes de vie traditionnels ou adaptations pour vivre dans le milieu naturel des zones humides).

Le Parc national de Soomaa a bénéficié de son appartenance au Réseau PAN de parcs européens, qui lui a fourni des lignes directrices sur la mise en œuvre d'un tourisme durable dans la région, la collaboration avec le secteur privé, et l'encouragement des commerces locaux à s'engager dans le tourisme du parc pour en retirer des avantages.

Les avantages pratiques que le Parc national de Soomaa a tiré de son appartenance à ce réseau peuvent se résumer ainsi : encourager des attitudes plus positives envers la conservation au sein des communautés locales ; privilégier une coopération plus ciblée entre les pouvoirs publics, les entreprises touristiques et les communautés ; créer des emplois et des possibilités commerciales dans le secteur du tourisme. Parmi les autres avantages on mentionnera : le développement ; la planification et la coordination concertées au niveau du développement touristique et économique, sans oublier une prise de conscience accrue de l'importance des traditions culturelles anciennes.

PLANS DE CERTIFICATION POUR UN TOURISME DURABLE DANS LES AIRES PROTÉGÉES

Un certain nombre d'initiatives européennes encouragent les aires protégées, y compris les zones humides, à appliquer des normes élevées dans leur gestion du tourisme durable et leurs interactions avec le secteur touristique. Ces projets fournissent des évaluations et des critères indépendants de tourisme durable qui peuvent être utilisés par les gestionnaires de zones humides pour définir des objectifs et un cadre de mise en œuvre du tourisme durable dans les zones humides. Bien que ces initiatives s'adressent essentiellement aux sites européens, elles fournissent un modèle qui pourrait être peaufiné et appliqué ailleurs.

La Fondation **PAN Parks**, qui œuvre à la protection et à une meilleure compréhension et appréciation des zones de nature sauvage en Europe, a mis au point le système PAN Parks de vérification et de certification. La vérification est effectuée par une équipe d'experts indépendants, conformément aux Principes, Critères et Indicateurs PAN Parks. Les principes PAN Parks garantissent des normes élevées de gestion tant pour la conservation que pour le développement durable. Tous les deux ans, les parcs faisant partie du réseau PAN Parks sont soumis à un audit indépendant par rapport à ces normes. La participation au réseau PAN Parks comporte certains avantages : utilisation du label PAN Parks, avantages commerciaux, promotion grâce aux voies de communication PAN Parks, coopération plus étroite avec les entreprises locales et coopération possible avec les voyageurs internationaux. Pour plus d'informations : www.panparks.org/learn/partnerships-for-protected-areas/apply-for-verification.

L'initiative **d'EUROPARC** « Transboundary Parks - Following Nature's Design » est un système de vérification et de certification qui a pour but de promouvoir et de faciliter la coopération transfrontalière entre les aires protégées européennes. Le système compte trois éléments : les critères standard de base pour la coopération transfrontalière, auxquels les aires protégées s'efforcent d'adhérer ; un processus d'évaluation mené à bien par des évaluateurs externes ; et, à la fin du processus, si un nombre suffisant de catégories de base sont respectées, la certification « Aire transfrontalière EUROPARC ». Pour plus d'informations : www.europarc.org/what-we-do/transboundary-parks.



Faire du bateau à Soomaa, Estonie
©Mati Kose



Un dépliant pour guider les touristes dans 40 des plus belles zones humides de Nouvelle-Zélande

4.6 COMMUNICATION, ÉDUCATION ET SENSIBILISATION

La communication et l'éducation sur les zones humides contribuent à la sensibilisation aux valeurs et à la biodiversité des zones humides, et mobilisent le soutien des touristes et d'autres personnes en faveur de la conservation des zones humides.

Communication, éducation et sensibilisation sont des outils de choix pour les gestionnaires du tourisme dans les zones humides, indispensables pour la commercialisation, l'image de marque et la promotion des zones humides auprès des touristes et des voyageurs (comme nous l'avons vu au chapitre 5). Au niveau du site, une communication et une éducation efficaces sur les écosystèmes de zones humides, leur biodiversité et leurs valeurs pour la population, permettent d'inculquer ces notions aux visiteurs et de s'allier leur soutien, ce qui contribue à la conservation des sites de zones humides et permet même parfois de réunir des

fonds grâce à des dons volontaires pour soutenir des projets de conservation.

Par outils de communication, on entend les dépliants, les sites Internet, les émissions des télévisions et des radios locales qui diffusent des informations sur l'accès aux sites, les manifestations saisonnières sur le site ou des activités touristiques spécifiques, ainsi que des informations plus détaillées sur l'écologie et la gestion. Dans les zones humides, les centres d'accueil des visiteurs, les sentiers et une signalisation appropriée fournissent énormément d'informations sur la zone humide aux touristes et aux visiteurs locaux.

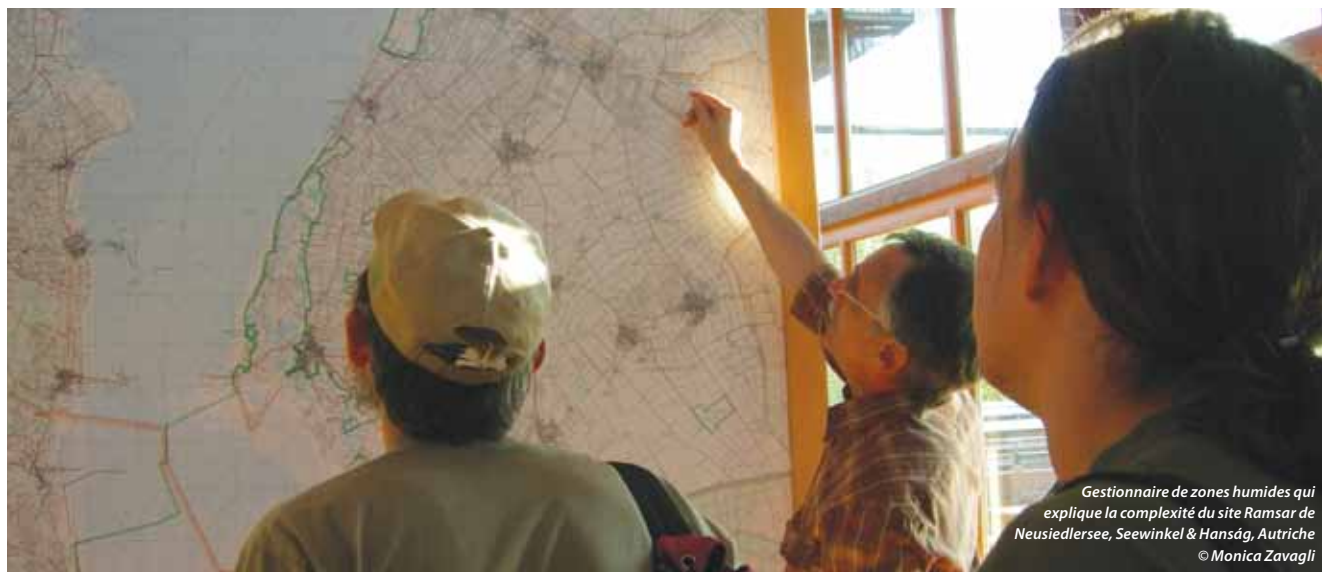
SENSIBILISATION AUX ZONES HUMIDES

Réserve de biosphère du delta du Danube (Roumanie)

L'Autorité de la réserve gère plusieurs centres d'accueil des visiteurs chargés de les sensibiliser et de les informer sur le delta et sa biodiversité. On peut citer en particulier un centre d'accueil moderne en 3-D qui vise à promouvoir le tourisme dans la réserve et sensibiliser les visiteurs. Construit par le Conseil du comté de Tulcea dans le cadre d'un projet de coopération transfrontalière financé par l'Union européenne, ce centre met en lumière les valeurs du patrimoine naturel du delta du Danube que se partagent la Roumanie et l'Ukraine. Il propose des cartes, des informations et des dioramas sur les habitats naturels, les paysages et le patrimoine culturel de la région, ainsi que des aquariums regroupant les principales espèces de poissons telles que l'esturgeon, la plus grande espèce du delta du Danube, qui est menacée d'extinction.

Port Launay (Seychelles)

En juin 2011, le centre de villégiature Constance Ephelia des Seychelles s'est vu décerner une subvention de 40 000 USD dans le cadre du projet « Intégrer la biodiversité » du gouvernement des Seychelles, financé par le Fonds pour l'environnement mondial. La subvention soutient un projet lancé par le Centre Ephelia et l'ONG « Sustainability for Seychelles » visant à renforcer la collaboration entre le centre de villégiature et les partenaires communautaires. Le but est de promouvoir une meilleure conservation des aires naturelles à proximité du centre de villégiature et de la forêt de mangrove de Port Launay inscrite sur la Liste Ramsar, en sensibilisant le personnel du centre, les visiteurs et la communauté à l'importance de l'environnement et de sa protection. Ce projet a permis de produire une vidéo d'information pour les clients et le personnel, une brochure sur les caractéristiques écologiques du centre de villégiature, des conseils pour des vacances écoresponsables, des tableaux montrant l'importance des divers habitats de la zone. Le centre de villégiature organise des sorties de plantation de la mangrove auxquelles participent la communauté et le personnel, dans le but de remettre en état les zones dégradées.



*Gestionnaire de zones humides qui explique la complexité du site Ramsar de Neusiedlersee, Seewinkel & Hanság, Autriche
© Monica Zavagli*

Formation du personnel et des communautés locales qui travaillent avec les visiteurs

Il est particulièrement important que les guides soient bien formés et possèdent des connaissances solides pour être à même d'informer efficacement sur le site et, plus largement, sur les zones humides. Pour diriger et gérer des groupes de touristes dans des zones humides, il faut posséder des compétences touristiques et des connaissances sur la conservation. Quand les groupes sont bien dirigés, ils aident à protéger les endroits qu'ils visitent, ce qui réduit considérablement le risque de dégâts. La manière dont les groupes sont dirigés et gérés contribue véritablement à la sensibilisation aux zones humides simplement en faisant vivre aux visiteurs des expériences mémorables et enrichissantes. Il est donc indispensable que le personnel et les communautés locales disposent de formations et d'un appui pour savoir comment gérer les groupes de touristes et échanger avec eux. Ils doivent également disposer des informations nécessaires pour comprendre les particularités et les caractéristiques du site, et savoir comment les touristes doivent se comporter, afin de les aider à

tirer le meilleur parti de leur visite et de réduire au minimum les perturbations et les dégâts.

Le personnel qui a des contacts faciles avec les touristes est précieux et peut contribuer à développer des produits touristiques fondés sur leur interaction avec les touristes qui sont souvent intéressés par le mode de vie et les moyens d'existence des habitants des régions qu'ils visitent. Il est donc important pour les gestionnaires des sites de zones humides de s'assurer que le personnel et les communautés locales, tout comme les entreprises touristiques locales, sont en mesure de donner aux touristes des informations récentes et précises, et savent comment se conduire avec les visiteurs.

Sur certains sites de zones humides, ce sont les autorités qui gèrent et guident les excursions et acquièrent les compétences nécessaires pour cette tâche, en plus de leurs connaissances sur la conservation. Sur d'autres sites, les administrateurs coopèrent avec les entreprises touristiques pour aider leur personnel à acquérir les

compétences voulues. Le chapitre qui suit aborde l'importance des services de guide et d'interprétation pour améliorer l'expérience des visiteurs.

Les études de cas réunies ici donnent divers exemples d'approches permettant d'avoir des échanges fructueux avec les touristes. Par exemple, dans les marais d'Ibera, l'administration du site a appris aux gardiens du parc et aux guides locaux la manière de se comporter avec les touristes et de les guider. À Kakadu, les autorités du parc communiquent régulièrement avec les entreprises touristiques locales pour les informer de ce qu'il se passe dans le parc. À Soomaa, les autorités du parc collaborent étroitement avec les entreprises locales qui organisent des activités pour satisfaire les divers intérêts des visiteurs, en particulier promenades en canot, observation des oiseaux et des papillons, promenades dans les tourbières et visites culturelles pour comprendre la gestion locale des prairies, les modes de vie du passé et les adaptations nécessaires pour vivre dans le milieu naturel des zones humides.

>> Voir Manuel Ramsar 7 : Compétences participatives | Manuel Ramsar 6 : CESP - Zones humides

5. TRAVAILLER AVEC LE SECTEUR TOURISTIQUE

Si l'on s'attend à ce que le tourisme international augmente rapidement et le tourisme intérieur plus rapidement encore, cette croissance ne sera pas uniforme. Certaines destinations, comme les côtes situées au nord de la Méditerranée sont pratiquement à saturation et le tourisme ne devrait afficher qu'une expansion limitée dans cette région, tandis que certaines destinations émergentes afficheront une croissance plus rapide que la moyenne mondiale. Toutefois, l'augmentation du nombre de visiteurs vers ces destinations dépendra de toute une série de facteurs. Même dans les pays où le tourisme augmente rapidement, seuls certains sites sont susceptibles de devenir des destinations touristiques.

L'un des facteurs propres au tourisme est la rapidité avec laquelle la demande peut changer comparée à d'autres secteurs économiques. Les dépenses touristiques sont discrétionnaires, et quand l'argent se fait rare, les gens recherchent des solutions meilleur marché – visitant des destinations plus proches de leur domicile ou prenant des vacances plus courtes. Par exemple, la crise financière et économique actuelle s'est soldée par un recul important du tourisme international en 2009, bien que cette tendance se soit inversée depuis.

Les touristes n'ont jamais eu autant de choix de destinations, de types de voyages et d'activités qu'aujourd'hui. L'Internet et la facilité d'accès aux informations permettent aux touristes de comparer les diverses possibilités touristiques qui existent de par le monde, ce qui rend l'industrie touristique extrêmement compétitive. Ainsi, la demande pour certaines destinations

ou certains types d'activités peut varier profondément d'une année à l'autre. Les voyageurs s'efforcent de prévoir l'évolution de la demande au fil du temps et d'utiliser une combinaison de commercialisation et d'élaboration de produits touristiques pour que les destinations restent compétitives.

Collectivement, les entreprises qui constituent le secteur touristique, en conjonction avec l'évolution des préférences des touristes, déterminent le niveau, le type et la valeur économique du tourisme quel que soit le lieu. Lorsqu'une zone humide attire des touristes ou s'engage résolument dans des activités touristiques, elle a forcément des échanges avec des entreprises touristiques. Il est important pour les gestionnaires de zones humides de bien comprendre comment le secteur touristique fonctionne, de façon à pouvoir limiter au minimum les impacts négatifs du tourisme et à bénéficier au maximum de ses avantages.

La question la plus importante en termes de planification et de développement du tourisme n'est pas de savoir si des touristes vont venir visiter un site, mais si la demande est suffisante pour attirer suffisamment de touristes pour que le tourisme soit commercialement viable. Si le marché n'est pas suffisant, il y a peu de chances pour que le tourisme soit une option viable, ce qui prouve l'importance de procéder à une étude de marché rigoureuse et de bien planifier les activités lorsqu'on envisage de développer le tourisme sur un site de zone humide – sans oublier de tenir compte des autres zones humides de la région susceptibles de lui faire concurrence.



Plongée dans le récif de Tubbataha, Philippines
© Yvette Lee 2009

5.1 LE SECTEUR TOURISTIQUE

Collaborer avec le secteur touristique sur une destination de zone humide est le meilleur moyen de trouver la combinaison appropriée de ressources et de compétences pour le tourisme et la conservation.

Le tourisme fait appel à un large éventail de ressources et de compétences, et une seule personne, communauté ou organisation a peu de chances de posséder toutes les qualifications requises pour développer le tourisme avec succès. Au nombre de ces compétences et de ces ressources on peut citer la gestion de ressources qui attirent le tourisme vers une destination, la fourniture d'équipements pour les visiteurs, la présence d'entreprises offrant des possibilités d'hébergement et de restauration appropriées, des activités qui permettront aux touristes d'avoir une expérience enrichissante, ainsi que des voyageurs ou agents susceptibles de relier la destination aux marchés touristiques locaux, nationaux et mondiaux.

Il faut que les gestionnaires de zones humides et le secteur touristique soient capables de travailler ensemble :

- *Pour améliorer la gestion du tourisme tel qu'il est actuellement en minimisant les impacts environnementaux et sociaux préjudiciables ; et*
- *Pour développer le tourisme dans le cadre de l'utilisation rationnelle des sites de zones humides.*

Les paragraphes qui suivent expliquent le fonctionnement du secteur touristique et mettent en lumière les points de convergence sur lesquels travailler pour encourager une collaboration entre les secteurs du tourisme et des zones humides.

5.1.1 Fonctionnement du secteur touristique

Il est important de comprendre le fonctionnement du secteur touristique lors de la planification d'un développement du tourisme qui soit à la fois viable sur le plan commercial et compatible avec la conservation des zones humides.

Le secteur touristique englobe toutes les entreprises qui aident les touristes à choisir une destination et à faire des réservations, et qui les accompagnent pendant tout leur séjour, notamment en leur fournissant des transports, un hébergement, de la nourriture, des activités, des excursions et des souvenirs. Ce secteur comprend aussi les organismes qui gèrent les destinations, ainsi que les offices du tourisme nationaux ou régionaux qui contribuent à soutenir les entreprises touristiques. Ces organismes et ces bureaux sont souvent financés, en partie du moins, par des souscriptions ou des taxes versées par les entreprises touristiques, et ils ont un rôle à jouer dans la commercialisation, les normes de qualité et le développement de produits touristiques. Enfin, ce secteur inclut les investisseurs et les promoteurs qui ont un rôle important à jouer en déterminant où et à quel rythme le tourisme se développe à une destination, ainsi que le type de tourisme qui sera pratiqué.

Le rôle du voyageur est important car cette entreprise regroupe tout ce dont un touriste a besoin en une seule offre qu'elle commercialise et vend aux touristes. Les voyageurs les plus importants possèdent parfois leurs propres hôtels et lignes aériennes, mais la majorité d'entre eux sous-traient avec d'autres entreprises pour l'hébergement et les moyens de transport. Posséder ou sous-traiter l'hébergement et le transport, ainsi que les autres services qui constituent le forfait vacances représentent un risque considérable étant donné que les

contrats sont conclus bien avant que les offres soient mises sur le marché et vendues. Les voyageurs font donc tout leur possible pour minimiser les risques commerciaux tout en tenant compte des nouvelles destinations et tendances du marché, et pour rester compétitifs.

Les voyageurs sont particulièrement importants pour le tourisme international. Même si l'Internet permet aujourd'hui à un grand nombre de touristes d'effectuer directement toutes leurs réservations, une proportion importante des touristes internationaux préfère toujours s'adresser à un voyageur pour obtenir un forfait où tout est compris. Cela leur facilite la tâche et leur donne une garantie de qualité puisque le voyageur connaît mieux les équipements et les activités pour chaque destination, ou s'est spécialisé dans un type de tourisme particulier.

Certains touristes – les voyageurs indépendants – préfèrent prendre leurs propres dispositions et réserver directement auprès des entreprises touristiques, en général par le biais d'Internet ou en se référant à des guides touristiques, des pages sur le web ou des informations dans les médias, quand ils ne décident pas de prendre leurs propres dispositions sur place, une fois arrivés à destination.

La demande du marché touristique pour visiter un site de zone humide dépend de plusieurs facteurs : du fait que les touristes ont entendu parler du site et des expériences qu'il propose, des installations, par exemple hébergement et moyens de transport, qui sont

disponibles sur le site et alentours, et de sa réputation en termes de qualité et de rapport qualité/prix. Quel que soit le modèle de tourisme pratiqué dans une zone humide – que celle-ci soit gérée ou dirigée directement par une autorité de gestion de la zone humide ou par des entreprises du secteur privé ayant accès au site qu'ils ont des concessions ou parce ce que l'accès au site n'est pas contrôlé – il subira l'influence du secteur touristique ou aura des échanges avec lui dans le cadre d'activités communes.

Lorsque le secteur touristique et les entreprises locales encouragent des niveaux ou des types de tourisme qui ne sont pas compatibles avec les objectifs de conservation des zones humides, et qu'aucun contrôle n'est en place sur le site, il est fort probable que le site souffrira alors du tourisme. Par exemple, l'absence de contrôle et d'interaction efficace entre les autorités de gestion de la conservation et le secteur touristique peut avoir des effets pervers : créations d'équipements et activités susceptibles d'endommager la nature et nuisances pour les habitants. Au contraire, lorsqu'il y a coopération entre le secteur touristique et les sites de zones humides, comme à Soomaa et Kakadu, il est souvent possible de trouver des moyens de réduire au minimum les effets potentiellement pervers et de planifier le développement d'un tourisme à la fois viable sur le plan commercial et compatible avec la conservation à long terme des zones humides en tant que ressources touristique.



5.1.2 Intérêts divergents et points de convergence

On peut affirmer que l'interaction entre le tourisme et la conservation d'une zone humide est efficace lorsque les points de convergence entre intérêts de chaque secteur sont révélés par le dialogue.

L'efficacité des interactions entre les gestionnaires de zones humides et les entreprises touristiques peut être entravée par la perception que leurs intérêts et méthodes divergent profondément. Les entreprises touristiques croient parfois que les gestionnaires de zones humides ne comprennent pas la valeur du tourisme et veulent limiter, voir interdire le tourisme sur leurs sites. Les gestionnaires de zones humides, de leur côté, pensent parfois que les entreprises touristiques ne se préoccupent pas de la conservation des zones humides et préfèrent faire un maximum de profits, sans aucun contrôle. La réalité est souvent tout autre : de nombreuses entreprises touristiques reconnaissent qu'il est nécessaire de protéger les zones humides et l'environnement en général, parce qu'ils sont un bien précieux pour le tourisme, ce qui fait qu'elles adoptent activement les bonnes pratiques ; de même, de nombreux gestionnaires de zones humides reconnaissent que le tourisme est un bon moyen pour démontrer la valeur de la conservation et de l'utilisation

rationnelle des zones humides en créant des emplois locaux et en permettant aux touristes de profiter des zones humides et de leurs alentours.

Certaines divergences sont toutefois bien réelles, et les deux protagonistes doivent les comprendre pour une collaboration couronnée de succès :

- *Tandis que les gestionnaires de zones humides ont une perspective à long terme de la conservation et de l'utilisation rationnelle, les entreprises touristiques sont à la merci d'une demande commerciale susceptible de changer très rapidement.*
- *De nombreuses zones humides et autres aires protégées étant gérées par le secteur public, il arrive que la culture générale et la bureaucratie des organisations de ce secteur ralentissent les prises de décisions au détriment des entreprises touristiques.*
- *Pour des raisons valables liées à la conservation, les gestionnaires de zones humides peuvent décider de limiter sérieusement, voire d'interdire le*

tourisme dans certains sites ou certaines parties de sites.

- *Le tourisme n'est pas viable sur tous les sites de zones humides, parfois à cause du manque d'équipements et d'infrastructures appropriées, ou parce que le site ne s'inscrit pas facilement dans les itinéraires que les entreprises touristiques sont susceptibles de commercialiser efficacement.*

On peut affirmer que les interactions entre le secteur touristique et les gestionnaires de zones humides sont efficaces lorsqu'il y a chevauchement entre les intérêts des gestionnaires de zones humides en matière de conservation et la réalité commerciale des entreprises touristiques. Le meilleur moyen de découvrir les convergences est d'entamer un dialogue honnête. Le moyen de garantir l'efficacité du dialogue consiste à définir clairement dans la législation et les réglementations les rôles des autorités de gestion des zones humides et les objectifs de conservation des zones humides.

1. Promenade en bateau pour explorer le Parc national de Kakadu
© Tourism Australia

2. Plages tropicales des Seychelles
© Monica Zavagli

3. Site Ramsar de la Lagune de Porto-Novo, près de Cotonou, Bénin
© Nassima Aghanim/Ramsar



PROGRAMME DE PAYSAGES DE L'AUSTRALIE : UN PARTENARIAT COURONNÉ DE SUCCÈS ENTRE TOURISME ET CONSERVATION

Le **Programme des paysages nationaux en Australie** permet de souligner l'importance des aires protégées australiennes pour un secteur touristique dont les revenus se chiffrent à 95 milliards de dollars. Ce Programme, dirigé par Parks Australia et Tourism Australia, est le fruit d'une approche stratégique nationale à long terme du tourisme et de la conservation dans les milieux naturels les plus remarquables d'Australie.

Les deux tiers des touristes internationaux qui visitent l'Australie recherchent une expérience de la nature, et l'étude réalisée en 2010 par Tourism Australia confirme que la nature est bien ce qui attire le touriste dans ce pays.

Ce Programme a pour but :

- *De promouvoir les expériences touristiques de premier ordre et de haute qualité de l'Australie*
- *D'accroître la valeur du tourisme pour les économies régionales*
- *De renforcer le rôle des aires protégées dans ces économies*
- *De fournir un soutien à la préservation des valeurs naturelles et culturelles.*

L'établissement de partenariats entre les organismes à vocation touristique et les voyageurs, les organismes responsables des aires protégées, les conseils locaux, les groupes de conservation, les organismes gouvernementaux et les communautés autochtones est essentiel au succès de ce programme. En coopérant, ces acteurs réunissent leurs ressources, définissent leurs divergences, planifient ensemble, protègent les valeurs environnementales et promeuvent leurs paysages pour le bien de tous.

Les paysages nationaux australiens comprennent : Flinders Ranges, île Kangaroo, The Kimberley*, Ningaloo-Shark Bay, Great South West Edge*, Australia's Red Centre, Australia's Timeless North*, Greater Blue Mountains, Australia's Green Cauldron, Australian Alps*, the Great Ocean Road*, Australia's Coastal Wilderness et la Grande Barrière de corail *. Les régions candidates sont : the Wet Tropics*, Tasmanie* et le port de Sydney*.

Tourism Australia, 2010. Driving Visitation to Australia Using Experience Themes

*La région comprend un site Ramsar

Pour plus de détails, consulter : www.tourism.australia.com/nl ou www.environment.gov.au/parks/national-landscapes



LE GROUPE BANYAN TREE : BONNE GESTION DE LA DURABILITÉ

Le Groupe Banyan Tree, une marque hôtelière de premier plan, possède et gère des lieux de villégiature, des hôtels, des résidences et des spas haut de gamme dans 28 pays du monde. Depuis sa création, la valeur principale qui anime Banyan Tree est le développement durable. La remise en état de Bang Tao Bay à Phuket, en Thaïlande, qui a permis d'intégrer une zone humide restaurée et un lieu de villégiature, le premier fleuron du Groupe Banyan Tree, est un exemple frappant de ses orientations.

En 1992, Bang Tao était une mine d'étain abandonnée, très polluée par des métaux lourds toxiques. Le groupe Banyan Tree l'a achetée et a redonné vie à cette décharge. Près de 200 millions de dollars (à l'époque le plus gros investissement à Phuket) ont été consacrés à cette opération de transfert qui a exigé une modification totale de l'état des sols pour permettre la réintroduction de plus de 7000 plantes indigènes rustiques. Des arbres fruitiers et à fleurs ont aussi été plantés pour attirer les oiseaux et d'autres animaux sauvages, et la vie marine a repris dans les lagons, qui étaient autrefois des cratères miniers pollués.

Le centre de villégiature tire son eau de lagons de captage de l'eau de pluie dans le sol de la Laguna Phuket. Cette eau est traitée puis canalisée vers les hôtels et les eaux usées sont assainies et utilisées pour l'irrigation. Il en résulte un système d'approvisionnement en eau semi-fermé, qui permet de ne pas puiser d'eau dans les sources municipales.

Outre la remise en état écologique, la création de la Laguna Phuket a également stimulé l'économie locale en donnant une formation à la main d'œuvre du secteur minier pour l'employer dans les secteurs de la construction et de l'hôtellerie.

La création de valeurs environnementales et sociales grâce au commerce s'est poursuivie avec l'ouverture de chaque nouveau lieu de villégiature ; grâce à la création de la Banyan Tree Global Foundation (BTGF), des fonds soutiennent des initiatives de groupe et des projets liés à un site particulier. Parmi les initiatives de groupe, on peut citer :

- 1) mesures visant à réduire au minimum la consommation de ressources et la production de déchets ;
- 2) plantation de 2000 arbres par lieu de villégiature et par an, afin d'améliorer la sensibilisation à l'environnement et de répondre aux besoins écologique ;
- 3) programme sur mesure de développement pour les jeunes, Seedlings, qui fournit un soutien financier et pratique à des jeunes de 12 à 18 issus de milieux défavorisés et vivant à proximité des lieux de villégiature.

Les hôtels agissent également sur les facteurs sociaux de dégradation de l'environnement en améliorant les conditions économiques des adultes par la création de nouvelles entreprises locales durables. On peut citer en exemple des lieux comme Ringha en Chine, où les villageois ont reçu une formation afin de pouvoir accompagner des touristes en randonnées ou les héberger, ce qui du même coup limite l'exploitation de l'environnement.

Source : David Campion, Directeur des opérations du Banyan Tree CSR



LE GROUPE HÔTELIER ACCOR – AGIR POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le groupe hôtelier Accor est présent dans 90 pays avec 4200 hôtels et plus de 500 000 chambres. Ce groupe reconnaît que tous ses hôtels peuvent prendre des mesures pour préserver le milieu naturel et réduire au minimum l’empreinte écologique. En collaboration avec l’UICN, le groupe a publié Biodiversité : Mon hôtel agit – guide pour une utilisation durable des ressources biologiques (UICN, 2008), un guide qui explique aux hôteliers les concepts de biodiversité et de services écosystémiques, et qui examine brièvement les impacts négatifs des comportements humains sur l’environnement. Les divers chapitres accordent une attention particulière aux principaux aspects des activités quotidiennes d’un hôtel qui ont un impact sur le milieu naturel, à savoir :

- restaurants d’hôtels et sources durables de nourriture ;
- terrains et jardins d’hôtels et utilisation de plantes indigènes pour l’aménagement paysager, ainsi que pour réduire au minimum la pollution sonore et lumineuse ;
- chambres et espaces publics et utilisation de matériaux durables ;
- promotion de loisirs et d’excursions responsables et soutien aux efforts locaux de conservation de la biodiversité.

En avril 2012, Accor a lancé son programme PLANET 21 selon lequel le groupe a pris 21 engagements en faveur du développement durable, à savoir, réduction des émissions de CO₂, réduction de l’utilisation d’énergie, surveillance et limitation de l’utilisation de l’eau, amélioration des pratiques de recyclage des déchets, promotion d’une construction durable, soutien aux pratiques d’achat responsables, protection des écosystèmes, etc. PLANET 21 a quantifié ses objectifs par rapport à ces engagements et tous ses hôtels devront les atteindre d’ici à 2015.

Pour plus d’informations : www.accor.com/en/sustainable-development/the-planet-21-program.html

5.2 INTERACTIONS ENTRE LES AUTORITÉS DE GESTION DES ZONES HUMIDES ET LE SECTEUR TOURISTIQUE

Les domaines pratiques d'interaction dans lesquels la coopération entre les zones humides et le secteur touristique peut être florissante sont les suivants :

- *définition des zones où différents types de tourisme peuvent intervenir ainsi que celles où il faut l'interdire, et formulation et mise en œuvre de réglementations relatives au tourisme ;*
- *création des points d'accès et des installations pour les visiteurs ;*
- *création d'entreprises touristiques locales ;*
- *mise à disposition d'une signalisation, ainsi que de services de guide et d'interprétation de qualité ;*
- *commercialisation, image de marque et promotion du tourisme.*

Ces éléments permettent ont généralement une influence sur le potentiel touristique du site concerné et sur les effets possibles du tourisme.

5.2.1 Accès

L'accès peut être déterminant pour le tourisme.

L'accès est vital pour le tourisme. Bien que les endroits retirés attirent souvent les visiteurs, la plupart des gens disposent d'un temps limité pour voyager, et si un endroit est d'un accès difficile ou trop lointain, peu de touristes le visiteront même s'il possède beaucoup d'attraits. Les investissements pour développer le tourisme dans de tels endroits risquent de ne pas être viables sur le plan commercial. Il est bien sûr toujours possible de créer des expériences touristiques exceptionnelles et de trouver des moyens d'améliorer l'accès à ces endroits – par exemple en utilisant des hélicoptères ou de petits avions – mais il faut alors consentir de gros investissements, avec des frais de fonctionnement élevés, qui font que seuls les touristes les plus riches pourront se permettre d'y venir. Parmi les exemples réussis de tourisme de ce type on citera le ranch de la Fazenda Rio Negro, dans les zones humides du Pantanal, au Brésil : on y trouve un tourisme de luxe avec une station de recherche

écologique qui offre aux visiteurs la possibilité d'avoir des échanges avec les chercheurs. Les touristes accèdent au ranch par un petit avion.

Toutefois, le tourisme est surtout développé sur des sites auxquels on peut accéder relativement facilement, en relativement peu de temps. De tels sites se trouvent généralement à proximité d'une infrastructure de transport, notamment un aéroport et des routes bien entretenues et, dans le cas du tourisme local, à proximité d'une agglomération. Plus une zone humide est proche d'une bonne infrastructure de transport et d'une agglomération, plus son potentiel touristique est élevé. De tels sites sont toutefois exposés à de plus fortes pressions et requièrent une administration et une application des réglementations plus rigoureuses, auxquelles doivent s'ajouter de bonnes relations de travail avec le secteur touristique afin de réduire les impacts négatifs du tourisme.

*Hammams (bains chauds)
traditionnels alimentés par des
sources naturelles au lac Ichkeul*
© Photos DGF



5.2.2 Accueil des visiteurs

Les installations destinées aux visiteurs peuvent servir à vérifier à quel endroit d'un site le tourisme intervient, de façon à réduire au minimum les incidences néfastes.

Fournir aux visiteurs au moins un équipement de base (par exemple, toilettes, douches, abris et collecte de déchets) est essentiel sur tous les sites touristiques. Les entreprises touristiques et les touristes privilégient les sites qui possèdent des équipements appropriés, de qualité et suffisants en termes de nombre de visiteurs, d'activités et de coûts pour les visiteurs. Par ailleurs, le seul fait d'avoir des installations appropriées peut réduire l'impact négatif de nuisances comme l'abandon de détritrus dans la nature.

Certains sites proposent aussi aux visiteurs d'autres installations telles que restaurants, hébergements et boutiques de souvenirs susceptibles de rapporter des recettes supplémentaires en plus des taxes d'entrée qui sont parfois perçues. Le bien-fondé de ces structures

sur un site particulier dépend de la disponibilité d'équipements similaires dans les environs ; il s'agit aussi de savoir si ces équipements supplémentaires sont viables sur le plan commercial. Ils peuvent être construits et exploités par les autorités de gestion de la zone humide ou par des entreprises privées ayant obtenu des concessions pour lesquelles elles versent une taxe annuelle au site, selon un accord définissant ce que les entreprises sont autorisées à faire, ainsi que le niveau minimum de services qu'elles assurent. Ces accords ont généralement une durée limitée et peuvent être annulés si l'entreprise ne respecte pas les clauses.

Ces équipements pour les visiteurs permettent de vérifier à quel endroit le tourisme intervient sur le site – et d'attirer les touristes vers des lieux

où leur impact sera minimal et loin des zones plus sensibles. Par ailleurs, le type, la qualité et la gamme de prix des équipements supplémentaires peuvent servir à attirer différentes catégories de touristes, qu'il s'agisse d'un petit nombre de visiteurs avec de gros moyens ou d'un plus grand nombre de visiteurs avec un plus petit budget. Les attentes des différentes catégories de touristes varient en termes de qualité. En coopérant avec le secteur touristique local, les gestionnaires de zones humides peuvent définir les catégories de touristes qui représentent le marché le plus adapté à un site, compte tenu de facteurs commerciaux et environnementaux.

FOURNIR DES ÉQUIPEMENTS AUX VISITEURS DES SITES DE ZONES HUMIDES

Everglades (États-Unis)

Le parc reçoit un million de visiteurs chaque année, qui viennent pour mener des activités comme l'observation de la nature, en particulier des oiseaux, la randonnée, les sorties en kayak et les visites touristiques en bateau et en tram. La pêche sportive est également autorisée dans le cadre des réglementations du parc. Les équipements touristiques comprennent 250 km de circuits (y compris en canot), cinq promenades en bois surélevées, deux terrains de camping avec un total de 400 emplacements, auxquels s'ajoutent 48 campements désignés dans l'arrière-pays, accessibles par bateau, cinq centres d'accueil des visiteurs et deux camps d'éducation à l'environnement.

Lac Ba Be (Viet Nam)

Le Conseil de gestion du Parc national Ba Be a possède et gère un centre d'accueil des visiteurs, une pension comportant 70 chambres et deux restaurants dans la zone d'administration et de service du parc. Tous ces équipements rapportent environ 200 MVND (~10 000 USD) par an et, après paiement des taxes, le solde est réinvesti par le parc. Par ailleurs, le village compte 21 pensions communautaires et deux boutiques de souvenirs. Les autres équipements ont été construits grâce à un investissement conjoint, ou sont détenus et gérés par des habitants de la région ou des entreprises d'État.

Ichkeul (Tunisie)

Le lac Ichkeul reçoit environ 50 000 visites par an. Le parc propose des circuits-nature et des visites guidées, un musée, des visites touristiques dans les *douars* (camps sous tente) et les villages locaux, des circuits d'observation ornithologique, des promenades en vélo tout terrain, de sorties de spéléologie, des randonnées et des marches sportives dans le Djebel Ichkeul, qui s'élève à 500 m au-dessus du niveau du lac et offre une vue panoramique sur les marais. Le parc recèle aussi des ruines romaines et des sources naturelles d'eau chaude à proximité du lac qui alimentent des hammams traditionnels (bains chauds). Il est également possible de faire des excursions plus longues, à cheval ou à dos de chameau, autour du lac et de camper sur ses rives.

Grottes de Skocjan (Slovénie)

De gros investissements – environ 430 000 euros entre 1999 et 2010 – ont permis de construire un centre d'accueil des visiteurs et des passerelles et points de vue à l'intérieur des grottes. Ces équipements permettent aux visiteurs d'explorer les grottes en toute sécurité et protègent les grottes contre une affluence trop forte de visiteurs.

Le parc possède aussi tout un éventail d'équipements en surface, notamment un restaurant, une boutique de souvenirs avec toilettes, un musée et des circuits pédestres et cyclables. Ces installations, auxquelles il faut ajouter des services d'information et d'interprétation d'excellente qualité, continuent à faire de ces grottes un centre important d'attraction touristique, ce qui permet de générer des recettes considérables servant à gérer le parc régional et à aider les habitants à entretenir l'architecture typique du pays et le paysage culturel.



Le gîte écologique de Feynan dans la réserve de biosphère de Dana, propriété de la Royal Society for the Conservation of Nature, est une source d'ouvertures économiques pour les communautés locales, de fonds pour la conservation tout en offrant des possibilités inoubliables d'explorer la nature et d'apprendre l'histoire ancienne en Jordanie
© Monica Zavagli

5.2.3 Entreprises locales qui soutiennent le tourisme

Le soutien des gestionnaires de zones humides aux entreprises et communautés locales pour les aider à fournir des services touristiques locaux comporte des avantages importants à long terme en matière de conservation.

Une infrastructure d'appui composée d'entreprises locales fournissant des biens et services aux visiteurs est souvent un ingrédient essentiel au succès du tourisme. Il y a peu de chances pour que les touristes visitent un site s'ils ne sont pas sûrs d'y trouver un hébergement, des restaurants, des moyens de transport locaux ou des guides appropriés. Ces services sont d'autant plus importants pour les voyageurs quand ils planifient les itinéraires pour les forfaits voyage. L'absence de services locaux suffisants peut dissuader un voyageur d'inclure un site dans son forfait.

Lorsqu'il s'allie aux entreprises locales, le tourisme contribue à garantir la disponibilité des biens et services nécessaires pour que les opérations touristiques soient couronnées de succès. Il peut fournir l'« authenticité » ou la possibilité de partager le mode de vie d'autres personnes – une expérience prisée par beaucoup de visiteurs.

Il est parfois difficile pour les entreprises touristiques nationales ou régionales d'établir des liens avec les communautés ou les entreprises locales, mais les gestionnaires de zones humides sont bien placés pour jouer le rôle d'intermédiaire entre elles et les communautés qui vivent sur le site ou aux alentours.

Les sites qui attirent un nombre important de touristes devraient confier la responsabilité de superviser le tourisme à au moins un membre de l'équipe de gestion ; cette personne sera le trait d'union entre le personnel du site, les entreprises touristiques et locales, et le secteur touristique en général. Pour pouvoir soutenir et gérer le tourisme avec succès, le personnel de gestion des zones humides a besoin de formation et d'expertise sur la collaboration avec le secteur touristique et, en particulier, avec les entreprises touristiques locales, en plus de son expertise traditionnelle en matière de gestion de la conservation.

Certains gestionnaires de zones humides coopèrent avec les communautés et les entreprises touristiques locales pour encourager des améliorations en termes de biens et services offerts. Par exemple, les communautés qui vivent dans les marais d'Ibera ou à proximité (en Argentine) ont reçu un soutien pour créer des circuits naturels municipaux, et les guides locaux ont également suivi une formation. À Soomaa (Estonie), il existe un programme actif de soutien aux entreprises destiné à améliorer les normes du secteur touristique local. Les sites qui suivent cette voie apportent des avantages aux communautés locales et contribuent à les rallier à la cause de la conservation, tout en aidant les infrastructures touristiques à s'adapter à la catégorie et au volume de tourisme encouragé sur place. Les améliorations apportées à la qualité et à la diversité des services qu'offrent les entreprises touristiques locales augmentent la possibilité de susciter un intérêt plus vaste pour le site.



TISSER DES LIENS ENTRE LES ZONES HUMIDES ET LES ENTREPRISES TOURISTIQUES LOCALES

Les grottes de Skocjan (Slovénie)

Dans le cadre de ses travaux sur le tourisme, l'Agence de service public du Parc des grottes de Skocjan assure la promotion du parc en Slovénie et à l'étranger ; elle identifie les possibilités de développer et d'enrichir le tourisme dans le parc, et d'améliorer les emplois locaux en faisant connaître l'héritage et les monuments de la région, et en créant des entreprises touristiques locales, par exemple de petites auberges. L'agence du parc coopère avec les associations touristiques locales afin d'améliorer les « produits » touristiques, par exemple en encourageant l'agriculture traditionnelle et la production écologique de nourriture à vendre aux touristes.

Tubbataha (Philippines)

Les exploitants de bateaux de plongée de la région ont créé une association pour traiter des questions de sécurité et de gestion des crises en mer, et pour consolider la coopération entre eux et avec le parc. Le parc collabore étroitement avec cette association et demandera à l'avenir aux exploitants de bateaux désirant avoir accès au parc d'adhérer à l'association. Il organise aussi des séminaires et des réunions d'information auxquels les exploitants et les guides sont tenus d'assister chaque année pour conserver leurs permis d'entrée. En outre, le Département du tourisme demande aux exploitants de bateaux de plongée d'obtenir une accréditation auprès de la Commission philippine de la plongée sous-marine, afin de s'assurer que tous respectent des normes élevées, notamment en matière de protection des récifs.

Kakadu (Australie)

Le parc coopère étroitement avec Tourism Australia et Tourism Northern Territories et avec Tourism Top End (TTE), une organisation à but non lucratif regroupant plus de 550 membres, des particuliers et des représentants d'entreprises et d'organisations attachés à la croissance d'un tourisme « au plus haut niveau » (nord de l'Australie). Plusieurs voyageurs travaillant avec Kakadu sont membres de TTE. L'industrie touristique subit une pression commerciale qui l'oblige à proposer aux visiteurs le plus grand nombre possible de sites et d'activités, mais sur un site comme celui de Kakadu, des facteurs culturels et des conditions atmosphériques extrêmes, la gestion des crocodiles et l'entretien des routes au lendemain de la saison des pluies font qu'il est difficile de répondre aux attentes de l'industrie en matière d'accès. L'équipe de gestion du parc s'attache à expliquer aux entreprises touristiques les raisons pour lesquelles certains sites ou activités ne sont pas toujours disponibles, par l'intermédiaire de bulletins d'information, de réunions et d'un programme de formation obligatoire pour tous les guides de Kakadu.



5.2.4 Services de guide et d'interprétation

Les voyageurs promeuvent les sites offrant aux visiteurs des expériences intéressantes et des services de qualité : des services de guide et d'interprétation de qualité sur un site sont un facteur essentiel à cet égard.

Les motivations qui attirent les touristes dans les zones humides sont multiples – se reposer et se relaxer ou alors, être en contact direct avec les caractéristiques naturelles et culturelles uniques d'un site en faisant des circuits d'observation ornithologique, de la plongée ou en partant à la découverte des espèces sauvages.

Les services d'interprétation et de guide sont importants pour les deux catégories de visiteurs.

Lorsque ce travail est bien fait, l'expérience sur le site s'en trouve renforcée. Il donne aussi l'occasion d'expliquer les problématiques de conservation et d'utilisation rationnelle au niveau local, encourageant ainsi les touristes à se comporter de manière à protéger le site (par exemple, en montrant comment ne pas endommager les coraux ou déranger les animaux sauvages).

Les informations sur le site peuvent être communiquées aux visiteurs par des brochures, des centres d'accueil, des circuits-nature avec signalisation et panneaux d'information, pages web et visites guidées (certaines d'entre elles permettant aux touristes d'accéder à des zones plus sensibles du site, inaccessibles aux visiteurs non accompagnés).

GÉRER LE TOURISME GRÂCE À L'INFORMATION ET À L'ACCOMPAGNEMENT

La Conejera (Colombie)

La Fondation Humedal La Conejera (FHLC), en collaboration avec ses partenaires locaux, a mis au point une réglementation intitulée « *Manual de convivencia para la sostenibilidad del humedal* » [Manuel de coexistence pour la durabilité des zones humides], portant sur les utilisations publiques du site. La préparation de ces réglementations sur la base d'une approche participative a permis de s'assurer que les visiteurs acceptent et conserveront ces réglementations – par exemple en s'abstenant d'abandonner leurs déchets dans les zones humides et de perturber inutilement les animaux. Les visiteurs font généralement preuve d'un profond respect pour le site.

L'accès est contrôlé et organisé selon les recommandations du Plan de gestion de l'environnement du site, compte tenu de la capacité d'accueil établie en fonction de l'état actuel de l'écosystème et des zones accessibles au public. L'accès aux espaces publics est contrôlé et géré par des guides compétents, généralement des étudiants en sciences naturelles ou environnementales. La FHLC propose des visites guidées pour observer la nature et le paysage du site, et met en œuvre un programme couronné de succès qui permet aux visiteurs et aux résidents de contribuer à la gestion de l'environnement.

Parc national du "W" (Bénin, Burkina Faso, Niger)

Dans le cadre du projet « Tourisme durable – Éliminer la pauvreté », et grâce à une contribution obtenue par l'intermédiaire du Fonds suisse pour l'Afrique, administré par Ramsar, l'OMT a organisé en 2011 un séminaire de formation d'une semaine sur l'observation ornithologique et la sensibilisation à l'environnement dans le Parc transfrontalier « W », une zone humide qui couvre des régions du Bénin, du Burkina Faso et du Niger. Quinze guides ont suivi cette formation (cinq par pays), ainsi que cinq gardes forestiers qui travaillent dans le parc. Les participants ont appris à identifier les oiseaux et à guider les touristes, et ont reçu des conseils sur leur rôle de « champions » de la conservation de la biodiversité dans leurs communautés. À titre de suivi, on prévoit la construction de trois plateformes d'observation ornithologique dans le parc (une dans chaque pays) et la mise sur pied d'ateliers de sensibilisation à l'environnement pour les communautés vivant dans la zone tampon du parc.

>> Voir Manuel Ramsar 6 : CESP – Zones humides



5.2.5 Commercialisation, image de marque et promotion

La commercialisation et la promotion sont importantes pour attirer les visiteurs, mais encore faut-il qu'elles soient compatibles avec la catégorie et le volume de tourisme qu'une zone humide peut accueillir sans impact préjudiciable.

La commercialisation, l'image de marque et la promotion ont pour but d'informer les touristes potentiels sur les « produits » et expériences touristiques que peut leur offrir une destination particulière. Différentes destinations attirent différentes catégories de touristes, et elles séduisent certaines personnes plus que d'autres. Par exemple, certains touristes veulent se reposer et faire des achats dans des destinations urbaines, tandis que d'autres recherchent des expériences-nature comme les croisières d'observation des baleines ou l'observation ornithologique. Certains touristes ont de tout petits budgets, tandis que d'autres, aux moyens plus conséquents, préfèrent le tourisme de luxe. La commercialisation, l'image

de marque et la promotion consistent à cibler les segments du marché appropriés de façon à attirer un nombre suffisant de touristes sur un site particulier.

Commercialisation, image de marque et promotion sont étroitement liées :

- **la commercialisation** englobe toutes les activités qui amènent les clients à acheter une offre touristique ou des biens et services touristiques particuliers ;
- **la promotion** couvre les activités qui visent à faire en sorte que le plus grand nombre possible de clients potentiels sachent quels sont les produits touristiques particuliers qu'ils peuvent trouver à une destination donnée ; et

- **l'image de marque** a pour but de créer une simple image, un nom et une réputation qui seront utilisés pour commercialiser et promouvoir une région, un groupe de « produits » et d'entreprises touristiques, ou des entreprises individuelles.

Atteindre le marché convoité implique toute une série d'activités : publicité, participation à des foires touristiques nationales, régionales ou internationales, promotion sur internet (y compris les réseaux sociaux), et accueil de voyages de familiarisation pour présenter des destinations et des expériences particulières aux voyageurs, agents de voyages et journalistes. Ces activités doivent être planifiées et préparées en détail et exigent généralement un budget considérable.

COMMERCIALISATION DU TOURISME DE ZONE HUMIDE

Grottes de Skocjan (Slovénie)

L'Agence de service public du parc des grottes de Skocjan fait de la publicité pour les grottes sur son site Internet, et publie des brochures, des livres et autre matériel ; on mentionnera également des activités telles que : ateliers, marchés touristiques et annonces publicitaires ; et également, coopération avec d'autres aires protégées de la région, notamment les sites Ramsar et du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le statut des grottes, reconnues internationalement comme site Ramsar et du patrimoine mondial, est utilisé pour les promouvoir.

Réserve de biosphère du delta du Danube (Roumanie)

L'autorité de gestion du delta, les autorités locales et les entreprises touristiques saisissent certaines occasions de commercialiser la réserve, notamment les foires nationales, où le tourisme est important, mais aussi les foires internationales. Par ailleurs, un comité de gestion du tourisme a été créé pour coordonner les multiples aspects du tourisme, y compris la commercialisation.

Au Kenya, le lac Nakuru est considéré comme l'un des fleurons du pays et est utilisé par l'office du tourisme national et l'autorité nationale, le Kenya Wildlife Service, pour promouvoir le Kenya comme destination touristique.

Dans les marais d'**Ibera (Argentine)**, le tourisme autour du lac d'Ibera et de Colonia Carlos Pellegrini est encouragé par la Chambre de commerce locale en collaboration avec la municipalité.



1. Estuaire de la rivière Gaula dans le fjord de Trondheim, qui fait partie du site Ramsar de Trondheimfjord, Norvège
©Tobias Salathé
2. Site Ramsar Humedales de la Bahía de Bluefields, Nicaragua
© Secrétariat Ramsar
3. Lac Uvs et les zones humides qui l'entourent, Mongolie
© WWF International/Anton Vorauer
4. Parc national Poleski, Pologne
© Secrétariat Ramsar
5. Étangs à pisciculture de Grybaulia, Lituanie
© Tobias Salathé
6. Polygonum amphibium sur le site Ramsar de Sablatnigmoor, Autriche
© Thomas Schneditz
7. Photographes sur le delta du Danube
©Peter Lengyel

Les conseils touristiques nationaux et régionaux, et les entreprises commerciales – en particulier les voyagistes, les agences de voyage et les grands groupes d'hébergement touristiques et de voyages – acquièrent des connaissances détaillées nécessaires pour commercialiser, créer une image de marque et promouvoir le tourisme. Si les gestionnaires de zones humides connaissent bien les différentes catégories de touristes qui visitent leurs sites et leurs intérêts, il est rare qu'ils connaissent en détail les marchés touristiques plus larges, ou qu'ils aient les fonds nécessaires pour entreprendre de grandes campagnes de commercialisation.

En coopérant avec les professionnels du tourisme, les gestionnaires de zones humides acquerront une meilleure perception des tendances du marché et de la manière de commercialiser, créer une image de marque et promouvoir le tourisme le plus efficacement possible sur leurs sites, de façon à atteindre le public souhaité.

Pour certaines zones humides, comme le Parc national des Everglades (É.-U), le financement

public direct des activités de commercialisation est interdit ; ces activités incombent par conséquent aux entreprises touristiques et autres organisations. Les municipalités locales des Everglades organisent de grandes campagnes de promotion du tourisme. D'autres sites, comme les grottes de Skocjan (Slovénie) et le delta du Danube (Roumanie) ont joué un rôle direct non négligeable dans la commercialisation et la promotion du tourisme.

Que les sites soient directement responsables ou non de la commercialisation et de la promotion de leurs activités spécifiques, ils doivent toujours s'assurer que la commercialisation et la promotion sont compatibles avec la catégorie et le volume de tourisme que le site peut supporter sans impacts préjudiciables. Le tourisme doit aussi être porteur des plus grands avantages possibles pour la conservation et les communautés locales. Même les sites qui ne jouent pas de rôle direct en matière de commercialisation et de promotion peuvent mettre en œuvre des activités – par exemple d'éducation à l'environnement

comme dans le cas des Everglades – pour soutenir les initiatives de commercialisation et de promotion menées par d'autres.

La commercialisation, l'image de marque et la promotion peuvent aussi servir à diffuser le tourisme dans l'ensemble d'un réseau des sites afin de réduire la pression et les risques d'impacts négatifs sur les sites les plus populaires et de faire bénéficier un plus grand nombre de communautés des avantages économiques du tourisme. Actuellement le Kenya Wildlife Service met au point un programme visant à encourager le développement du tourisme dans les aires protégées moins courues de façon à réduire la pression sur les destinations les plus populaires. Le programme cherche notamment à développer le tourisme autour des lacs de la vallée du Rift pour réduire la pression des visiteurs sur le lac Nakuru, et à encourager les touristes à prolonger leur séjour de façon à pouvoir visiter un plus grand nombre de sites dans la vallée du Rift.



Observation de la nature sur les rives du Parc national de Nakuru
© akrono



Panneau pour le site Ramsar de Port Launay ©
Département de l'environnement, Seychelles



Site Ramsar de Port Launay
© Département de l'environnement – Seychelles

COMMERCIALISATION DU TOURISME SUR LES SITES DE ZONES HUMIDES

Port Launay (Seychelles)

La gestion de Port Launay est assurée conjointement par le centre de villégiature Ephia Resort et une organisation non gouvernementale locale, *Sustainability for Seychelles*. L'Ephia Resort est un hôtel cinq étoiles situé dans une réserve naturelle de 120 ha, dotée de deux plages qui surplombent la Réserve marine de Port Launay. En aidant à protéger la réserve, l'Ephia Resort maintient la haute qualité de l'environnement et du paysage qui sont des pôles d'attraction importants pour les touristes, largement évoqués dans sa commercialisation.

Tubbataha (Philippines)

Le parc coopère étroitement avec le ministère du Tourisme philippin pour faire connaître Tubbataha au niveau international. Le conseil de gestion du parc essaie de diversifier le tourisme dans le parc, compte tenu de l'importance de ce secteur qui est une importante source de recettes pour la conservation et de revenus pour les communautés locales grâce aux possibilités d'emplois qu'il leur offre. On envisage aujourd'hui de proposer d'autres sports nautiques tels que la plongée avec tuba, les promenades en kayak, le kitesurf et la planche à voile. Il faut toutefois évaluer l'impact de ces activités sur l'écosystème fragile du récif, ainsi que sur la nature et les habitats de surface, tout en évaluant la nécessité de produire de nouvelles directives pour réglementer ces activités, en privilégiant le zonage.

Le parc encourage déjà les activités tournées vers la nature comme l'observation ornithologique, l'observation des dauphins et des baleines, ainsi que la découverte des récifs dans des bateaux à fond de verre. Ces nouvelles activités devraient accroître les recettes du parc et permettre de mieux comprendre et apprécier le milieu marin, tout en améliorant l'emploi au niveau local. Les guides locaux suivent des formations organisées par le parc pour mener ces activités.



*Panneaux d'information Ramsar dans une
« suite Ramsar » à Øerland Kysthotell
(Coast Hotel) en Norvège
©Tobias Salathe*

RAMSAR COMME LABEL DE QUALITÉ

Plusieurs pays utilisent le logo Ramsar comme label de qualité pour informer le grand public qu'ils appliquent les principes encouragés par la Convention. Les « sites Ramsar » sont des zones humides d'importance internationale répondant à des critères spécifiques et ils figurent sur la Liste mondiale Ramsar, qui regroupe plus de 2000 sites, inscrits officiellement par 160 pays. Ensemble, ils constituent le plus grand réseau mondial d'aires protégées.

Les sites Ramsar sont généralement soumis à des plans de gestion intégrés, et les interventions se fondent sur des processus participatifs incluant les groupes d'acteurs, notamment les communautés locales et les populations autochtones. Les sites Ramsar sont la vitrine de la mise en œuvre des politiques nationales d'utilisation rationnelle (utilisation durable) des zones humides, ce sont en quelque sorte les « bijoux de la couronne » des zones humides d'un pays. De plus en plus, les pays veulent que cela se sache et le logo Ramsar figure en bonne place sur les panneaux d'information et les uniformes du personnel local, et il fait partie intégrante des activités de communication et d'éducation.

Les critères spécifiques de qualité et les valeurs seuils minimales restent encore à définir, mais plusieurs pays ont commencé à réfléchir à un concept de qualité pour les « Communes Ramsar » afin de distinguer les autorités publiques et les partenaires commerciaux qui suivent les lignes directrices Ramsar et appliquent le critère de durabilité dans leur approche intégrée de la gestion des sites Ramsar (et des autres zones humides) face aux exigences et aux pressions du tourisme. En Norvège, la municipalité d'Øerland abrite un site côtier Ramsar et affiche fièrement ses services, valeurs et connections avec d'autres sites Ramsar (par ex., grâce aux oiseaux migrateurs) dans le cadre d'une exposition publique à la mairie et de panneaux explicatifs dans les « suites Ramsar » de l'hôtel voisin. La commune autrichienne de Purbach, au bord du lac de Neusiedl-Fertö, un site Ramsar transfrontalier partagé avec la Hongrie, a ouvert un « Centre Ramsar » pour informer les touristes et les autres visiteurs sur le patrimoine naturel de la commune, vendre les produits locaux et faire de la publicité pour les manifestations culturelles.

De plus en plus, les gestionnaires de sites Ramsar placent le logo de la Convention bien en vue pour informer les touristes et les visiteurs locaux sur leur mise en œuvre des principes de gestion Ramsar pour une utilisation rationnelle des écosystèmes de zones humides et de leurs ressources. Il s'agit des premières étapes concrètes vers l'établissement de critères de qualité pour un « label Ramsar » de tourisme de zones humides durable, susceptible d'être appliqué par la suite partout dans le monde comme distinction pour l'application des principes de gestion durable du tourisme de zones humides et comme label de qualité et outil de commercialisation.



Touristes qui admirent un canyon souterrain
© Borut Lozej, Archive du Parc des grottes de Skocjan

6. PLANIFICATION ET POLITIQUES APPLICABLES AUX ZONES HUMIDES ET AU TOURISME

La planification et les politiques nationales, régionales et locales sont des facteurs essentiels de la conservation de l'environnement et pour garantir la contribution équitable du tourisme au développement de l'économie locale.

Le tourisme se développe de différentes manières, mais avec une constante : où que ce soit, quand on laisse le tourisme se développer trop rapidement, il est fréquent que les questions sociales et environnementales n'aient pas été correctement étudiées. Par ailleurs, les avantages potentiels pour les communautés locales se trouvent réduits et ce, pour deux raisons : les

impacts négatifs du tourisme sur l'environnement et le fait qu'une expansion rapide recourt davantage à l'importation de personnel compétent qu'à la formation de personnel local, ce qui réduit les chances des habitants de la région de trouver un emploi. La rapidité, l'envergure et le type de développement touristique sont autant de facteurs qui déterminent si le

tourisme est durable sur les plans écologique, social et économique, et qui dépendent généralement des décisions prises par le gouvernement. De ce fait, la planification et les politiques du gouvernement ont une influence déterminante sur le succès et la durabilité du tourisme à long terme, toutes destinations confondues.

6.1 CADRES JURIDIQUES

Une législation appropriée mise en œuvre efficacement est importante pour prévenir les atteintes à l'environnement et au patrimoine culturel, protéger les droits des communautés hôtes et leur permettre de bénéficier du tourisme, et que le développement futur du tourisme ne sera autorisé que s'il est durable.

La conservation et l'utilisation rationnelle doivent être soutenues par des politiques et des réglementations claires, s'appliquant à tous les acteurs, utilisateurs des zones humides et autres personnes dont l'action pourrait avoir un impact sur ces écosystèmes. Les lois et les politiques relatives à la protection de l'environnement, à la planification et à l'utilisation des terres aux niveaux national, régional ou local constituent un cadre essentiel à toutes prises de décisions s'y rapportant. Idéalement, un tel cadre définit les mécanismes que les pouvoirs publics appliquent à la planification et à l'approbation des projets de développement. Il convient aussi de définir spécifiquement les normes et exigences minimales auxquels se conformer pour que le développement soit autorisé.

Dans le contexte, il est important que les politiques fassent état des objectifs et engagements globaux du gouvernement, par exemple en matière de développement durable et de consultation publique. Avec la législation qui s'y rapporte – par exemple pour la biodiversité – c'est ce qui donne aux pouvoirs publics tout un éventail de responsabilités. Par exemple, la législation peut autoriser les autorités locales à limiter certaines catégories de développement ou à imposer des exigences au niveau local (qui peuvent venir s'ajouter aux exigences générales imposées par la législation ou les politiques nationales).

Les gouvernements peuvent aussi élaborer une législation spécifique couvrant certains secteurs

économiques, comme le tourisme, ou certains sites ou catégories de sites, comme les zones humides. Plusieurs gouvernements ont adopté une forme de législation qui s'applique au tourisme, en particulier des dispositions relatives à la création de conseils touristiques nationaux, qui couvrent la planification nationale et la commercialisation du tourisme, l'établissement de normes minimales à respecter pour différentes formes de tourisme et l'application de systèmes d'octroi de licences pour les entreprises touristiques.

Tout comme la législation spécifique au tourisme, la législation visant à protéger l'environnement en général s'applique à tous les secteurs, y compris le secteur touristique, et son application réelle est indispensable pour garantir la qualité élevée de l'environnement dont les destinations ont besoin pour continuer à attirer les touristes. La prévention de la pollution en demandant aux entreprises et aux pouvoirs publics de traiter les déchets solides et liquides et de les éliminer de manière responsable est l'un des secteurs dont l'évidence s'impose. L'efficacité de la mise en œuvre d'une telle législation est particulièrement importante pour maintenir la qualité de l'eau et pour que les côtes, les cours d'eau et les lacs gardent tout leur attrait pour les touristes, tout en maintenant les services écologiques fournis par les habitats de ces zones humides. Dans de nombreuses régions toutefois, le développement du tourisme est plus rapide que la mise en œuvre de mesures efficaces

de protection de l'environnement, ce qui risque de porter atteintes aux ressources qui attirent précisément les touristes. Par exemple, selon le Plan d'action pour la Méditerranée du PNUE, près de 48 % des centres urbains autour de la Méditerranée manquent d'usines de traitement des eaux usées, et près de 80 % des eaux usées sont déversées dans la mer sans avoir été traitées. Le problème est encore plus criant dans les zones de villégiature d'autres régions du monde, comme les Caraïbes ou l'Asie du sud-est. En plus de constituer un risque pour la santé des touristes et des populations locales, cette contamination porte préjudice à l'environnement marin, notamment aux récifs coralliens proches, et dans des cas extrêmes, peut mener à la formation de « zones mortes » d'où pratiquement a disparu toute vie marine, y compris les stocks productifs de poissons.

Au niveau du site, les cadres légaux peuvent s'avérer utiles pour prévenir le développement débridé du tourisme. Les activités touristiques dans la Réserve de biosphère du delta du Danube sont autorisées par le Département des réglementations et des licences du DDBRA, qui fixe aussi les réglementations pour les bateaux de tourisme et les hôtels flottants, y compris les impératifs en matière de gestion, de collecte et d'élimination de tous les déchets liquides et solides. Les réglementations protègent également les colonies d'oiseaux et leur nidification, et normalisent la pêche commerciale et sportive qui est autorisée dans la réserve.

>> Voir Manuel Ramsar 3: Lois et institutions



6.2 ZONES HUMIDES ET POLITIQUES RELATIVES AU TOURISME

Des politiques touristiques nationales et locales bien conçues sont cruciales et doivent s'intégrer aisément dans des politiques stratégiques plus larges ayant trait à l'utilisation des terres.

Il est important que les politiques de zones humides considèrent le tourisme comme un service écosystémique pertinent. Les gouvernements reconnaissent de plus en plus la valeur des zones humides et des services écosystémiques qu'elles fournissent, et de nombreux pays ont élaboré des politiques spécifiques de gestion de l'eau et des zones humides.

Dans la plupart des pays, la responsabilité des zones humides incombe à un ministère ou à un organisme public. Ces organismes peuvent jouer un rôle important en collaborant avec le secteur touristique à la préparation et la mise en œuvre, au plan national et régional, de politiques et approches cohérentes en matière de tourisme.

Le tourisme, allié à d'autres services des zones humides, est souvent préférable sur le plan économique et écologique aux autres utilisations des terres, comme l'attestent les exemples ci-après :

- *Les Everglades (États-Unis), où l'un des plus grands projets du monde de remise en état de l'environnement est en cours afin de restaurer l'écosystème et ses fonctions de protection contre les inondations, ainsi que pour le protéger en tant que ressource touristique pour l'économie de la Floride du Sud.*
- *Le delta du Danube (Roumanie), où des mesures ont été prises pour neutraliser les effets économiques et écologiques désastreux de plans de développement agricole et piscicole à grande échelle lancés dans les années 1980, ainsi que pour assurer la remise en état écologique de ces*

zones en y développant un tourisme-nature.

- *À Tubbataha (Philippines), où, comme dans de nombreux autres systèmes de récifs, le tourisme va de pair avec des efforts visant à améliorer la durabilité des pêcheries locales et régionales : des études révèlent que la protection de certaines zones de récifs à des fins touristiques – sans permis de pêche – améliore la productivité de la pêche dans les eaux voisines, permettant ainsi aux pêcheurs d'obtenir un revenu à long terme qui vient s'ajouter au revenu supplémentaire que représente le tourisme.*

Des progrès considérables ont été enregistrés en matière de sensibilisation à la valeur des services écosystémiques des zones humides, et de leur intégration dans les processus de prises de décisions, grâce à des rapports très bien accueillis tels que l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire – (2005) et L'économie des écosystèmes et de la biodiversité (2010). Ces documents émettent des recommandations à l'usage des gouvernements, relatives à l'amélioration des mesures de planification, des politiques et des prises de décisions pour garantir que la valeur des services écologiques, ainsi que des milieux et de la biodiversité qui les fournissent soient dûment évalués et pris en compte, et que les décisions soient prises en gardant à l'esprit la durabilité à long terme.

La politique namibienne relative au tourisme et aux concessions forestières et fauniques sur les terres de l'État atteste de l'importance des concessions pour l'accès des touristes à des zones d'aires protégées ordinairement inaccessibles, diversifiant ainsi l'éventail de possibilités qui leur sont offertes. Surtout, elle apporte le soutien nécessaire à l'ouverture économique et à l'habilitation de populations défavorisées en leur donnant accès au tourisme, à la chasse et à des industries tirant profit des ressources sauvages animales et végétales.

Gouvernement de la République de Namibie, 2007

Les autorités nationales et locales peuvent contrôler le volume et le type de tourisme qui se développe, ainsi que le rythme de sa progression. Les réglementations relatives à la planification exigent probablement déjà des études d'impact sur l'environnement (EIE) pour toutes les constructions d'une certaine importance, notamment les équipements touristiques, et pour limiter les types de constructions et leur emplacement – par exemple en interdisant la construction sur des pentes raides où à une certaine distance de la côte. Les réglementations relatives à la planification peuvent aussi comporter des dispositions relatives à la taille et à la nature des constructions autorisées dans divers secteurs, spécifier quelles zones seront consacrées à des catégories particulières de développement, et mentionner une protection spécifique des zones humides ou d'autres habitats sensibles. La législation relative à la conservation – y compris celle qui couvre les zones humides – devra normalement aussi être prise en considération dans le processus de planification, et pourrait limiter, voire interdire le développement dans certaines localités.

Malheureusement, les réglementations qui existent déjà dans ce domaine ne sont pas toujours appliquées efficacement et sont dans certains cas obsolètes ou inadéquates. Par exemple, le tsunami qui a frappé l'océan Indien en 2004 a détruit un grand nombre de bâtiments,

notamment des hôtels qui avaient été construits dans des zones vulnérables et qui n'étaient pas suffisamment éloignés de la côte. Un mauvais choix pour le site de construction peut également détruire des éléments naturels. Autre exemple : près des trois quarts des dunes de sable de la côte espagnole méditerranéenne ont été détruites par le développement urbain – principalement pas les lieux de villégiature.

Outre la mise en œuvre de réglementations relatives à la planification, les gouvernements ou les organismes gouvernementaux peuvent également formuler des politiques touristiques destinées à encourager le développement de catégories particulières de tourisme – par exemple, le tourisme dans les aires protégées, le tourisme côtier ou le tourisme rural. Idéalement, ces politiques seront élaborées dans le cadre d'un dialogue avec le secteur touristique, en particulier les entreprises touristiques. Elles doivent fournir un cadre qui assurera que la protection de l'environnement et le tourisme auront des avantages pour les communautés locales, tout en encourageant un développement cohérent des catégories de tourisme les plus appropriées.

Les politiques doivent privilégier les aspects du tourisme pour lesquels un pays ou une destination offre les meilleurs avantages commerciaux, compte tenu de la demande du

marché, du patrimoine naturel et culturel, de la capacité des entreprises touristiques locales et des désirs exprimés par les communautés concernées. Par exemple, la Namibie s'est dotée d'une politique nationale relative au tourisme qui vise à attirer un tourisme axé sur la qualité plutôt que sur le volume, et reposant sur les paysages uniques et sur les hébergements construits dans les zones de conservation communautaire. Les organisations de gestion des destinations du sud de la Floride (É.-U.) se sont, au contraire, dotées de politiques visant à attirer un tourisme nombreux dans toute une gamme des prix.

Les différentes politiques sont conçues pour optimiser l'avantage global que des régions particulières et leurs communautés peuvent tirer du tourisme, tout en gardant le volume du tourisme dans des limites durables : si ces politiques sont mises en œuvre correctement, elles contribuent aussi à maintenir ou à établir une position commerciale distincte pour le tourisme dans un pays ou une destination particulière.

POUR CONCLURE

Nous avons examiné quelques-uns des nombreux exemples de tourisme pouvant apporter des avantages énormes tant aux gouvernements qu'aux communautés à l'intérieur et autour des zones humides, ainsi qu'aux zones humides elles-mêmes. Toutefois, nous avons aussi vu que s'il n'est pas bien planifié et bien géré, le tourisme peut avoir des effets pernicieux sur les populations concernées, les services écosystémiques des zones humides, la faune et la flore sauvages et la beauté naturelle du lieu.

Compte tenu de l'importance cruciale de la durabilité pour le développement du tourisme et les entreprises touristiques, nous avons examiné des exemples d'intégration réussie de plans et d'objectifs clairs, de participation d'un large éventail d'acteurs aux prises de décisions, de synergie découlant de la collaboration entre les gestionnaires de zones humides, les

communautés locales, les entrepreneurs et l'industrie touristique. Enfin, nous avons étudié le rôle des cadres législatifs et politiques favorables aux zones humides, bien compris et appliqués de manière fiable, en présentant le contexte dans lequel un tourisme de zones humides réussi peut grandir et mûrir.

Cet examen n'aborde toutefois pas tous ces thèmes en profondeur et ne prétend pas donner la clé du succès étape par étape. Son seul but est de démontrer que la conservation des zones humides et le tourisme moderne peuvent faire bon ménage et être mutuellement bénéfiques, et d'évoquer les concepts les plus importants qui gagneraient à être examinés en profondeur. Les ressources qui figurent ci-dessous seront utiles à cet examen et permettront probablement de découvrir d'autres ressources utiles.





*Vue du village de Korzok, près du lac Tsomoriri;
l'un des plus hauts villages habités du monde*
© Pankaj Chandan / WWF-Inde

7. RÉFÉRENCES ET AUTRE DOCUMENTATION UTILE

Références

Convention sur la diversité biologique (CDB). 2004. Lignes directrices sur la diversité biologique et le développement du tourisme. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, Montréal, Canada. <http://www.cbd.int/doc/publications/tou-gdl-fr.pdf>

Convention sur la diversité biologique (CDB). 2007. *Manuel de l'utilisateur des lignes directrices sur la diversité biologique et le développement du tourisme*. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, Montréal, Canada. <http://www.cbd.int/doc/programmes/tourism/tourism-manual-en.pdf>

EUROPARC Fédération et ECEAT. 2012. Practical, profitable, protected: a starter guide to developing sustainable tourism in protected areas. <http://www.europarc.org/uploaded/documents/896.pdf>

Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire. 2005. *Les écosystèmes et le bien-être humain : Synthèse*.

Global Sustainable Tourism Council. 2012. *Global Sustainable Tourism Criteria*. <http://new.gstcouncil.org>

Island Press, Washington, DC. <http://www.maweb.org/documents/document.356.aspx.pdf>

Namibie, ministère de l'Environnement et du Tourisme, 2007. The Economic value of Namibia's protected area system: a case for increased investment. <http://www.met.gov.na/Documents/The%20Economic%20Value%20of%20Namibia%27s%20Protected%20Area%20System%20with%20layout.pdf>

OCDE/Programme des Nations Unies pour l'environnement. 2011. *Climate Change and Tourism Policy in OECD countries*. Études de l'OCDE sur le tourisme, Publications de l'OCDE. <http://www.oecd.org/dataoecd/8/28/48681944.pdf>

OMT & PNUE. 2008. Climate Change and Tourism - Responding to Global Challenges. PNUE et OMT. Madrid, Espagne. <http://www.unep.fr/shared/publications/pdf/WEBx0142xPA-ClimateChangeandTourismGlobalChallenges.pdf>

OMT Communiqué de presse, 7 mai 2012. <http://media.unwto.org/en/press-release>

OMT Tourism Highlights 2011 Edition. http://mkt.unwto.org/sites/all/files/docpdf/unwtohighlights11enhr_3.pdf

OMT. 2004. The Seven ST-EP Mechanisms. <http://step.unwto.org/en/content/seven-st-ep-mechanisms>.

OMT. 2010a. *Tourism and biodiversity – achieving common goals towards sustainability*. OMT. Madrid, Espagne.

OMT. 2010b. *Manual on tourism and poverty alleviation – practical steps for destinations*. OMT. Madrid, Espagne.

OMT. 2011. *Tourism towards 2030*. OMT, Madrid, Espagne.

PNUE & CMS. 2006. *Wildlife watching and tourism: a study of the benefits and risks of a fast growing tourism activity and its impacts on species*. PNUE/ Secrétariat CMS, Bonn, Allemagne. http://www.cms.int/publications/pdf/CMS_WildlifeWatching.pdf

PNUE & OMT. 2005. *Making tourism more sustainable: a guide for policy makers*. PNUE : Division Technologie, Industrie et Économie (DTIE). Groupe Production et Consommation. Programme tourisme. Paris, France. PNUE et OMT. Madrid, Espagne.

PNUE. 2005. *Forging links between protected areas and the tourism sector: How tourism can benefit conservation*. PNUE : Division Technologie, Industrie et Économie (DTIE). Groupe Production et Consommation. Programme tourisme. Paris, France. <http://www.unep.fr/shared/publications/pdf/DTIx0591xPA-ForgingLinks.pdf>

PNUE. 2011. Towards a Green Economy: pathways to sustainable development and poverty eradication – Tourism: investing in energy and resource efficiency. PART II: Investing in energy and resource efficiency: Tourism. <http://www.unep.org/greeneconomy>

PNUE-PAM : http://www.unepmap.org/index.php?module=content2&catid=001003&ocat_id=001003

République du Mozambique, ministère du Tourisme. 2009. Plan de développement du tourisme pour le Parc national des Quirimbas, Panorama général pour les investisseurs.

Secrétariat de la Convention de Ramsar. 2010. *Les Manuels Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides*, 4^e éd. Secrétariat de la Convention de Ramsar, Gland, Suisse. <http://www.ramsar.org/handbooks4/>

Secrétariat de la Convention de Ramsar. 2011. *Le Manuel de la Convention de Ramsar: Guide de la Convention sur les zones humides (Ramsar, Iran, 1971)*. 5^e éd. Secrétariat de la Convention de Ramsar, Gland, Suisse. <http://www.ramsar.org/pdf/lib/manual5-2011-e.pdf>

SPREP. 2012. Communiqué de presse, 17.03.2012
<http://www.sprep.org/biodiversity-ecosystems-management/the-green-fee-supporting-conservation-efforts-in-palau>

Documentation complémentaire utile

AEWA. 2002. Technical Series No.22. AEWa Conservation Guidelines No. 7. Guidelines on the development of ecotourism at wetlands. http://www.unep-aewa.org/publications/conservation_guidelines/pdf/cg_7new.pdf

Borges, M.A., Carbone, G., Bushell, R. and Jaeger, T. 2011. *Sustainable tourism and natural World Heritage - priorities for action*. Gland, Suisse : UICN. 29p. <http://data.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/2011-002.pdf>

PNUE. 2006. Tourism and deserts: a practical guide to managing the social and environmental impacts in the desert recreation sector. <http://www.unep.fr/shared/publications/pdf/DTIx0794xPA-TourismDesertEN.pdf>

TEEB. 2010. The Economics of Ecosystems and Biodiversity: Mainstreaming the Economics of Nature: A synthesis of the approach, conclusions and recommendations of TEEB. http://www.teebweb.org/Portals/25/TEEB%20Synthesis/TEEB_SynthReport_09_2010_online.pdf

UICN. 2008. *Biodiversity: My hotel in action - a guide to sustainable use of biological resources*. UICN, Gland, Suisse. <http://data.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/2012-012.pdf>

UICN. 2012. *Siting and design of hotels and resorts*. UICN, Gland, Suisse. <http://data.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/2012-013.pdf>

Van der Duim, R. & Henkens, R., 2007. *Wetlands, poverty reduction and sustainable tourism development, opportunities and constraints*. Wetlands International, Wageningen, Pays-Bas.

WWF Corridor Newsletter 2/2011.
<https://docs.google.com/file/d/0B4wN4gmJJqW4NzBiMTQ1Y2ltZTc1My00ZTBiLTgwOGQtOTNmM2MxODFmYzNi/edit?hl=en&pli=1>

WWF. 2008. The tourist Climate Footprint. Rapport sur les impacts environnementaux des voyages de vacances. http://www.wwf.it/UserFiles/File/WWF%20Turismo/Dossier/tourists_climate_footprint.pdf

PNUE. 2007. Tourism and mountains: a practical guide to managing the environmental and social impacts of mountain tours. <http://www.unep.fr/shared/publications/pdf/DTIx0957xPA-MountainsEN.pdf>

UNESCO. 2002. World Heritage Series n°1 - *Managing tourism at World Heritage Sites: a practical manual for World Heritage Site managers*. <http://whc.unesco.org/en/documents/3181/>

ANNEXE

Les études de cas : panorama de leurs caractéristiques naturelles et activités touristiques. Le texte intégral de ces études de cas décrit en détail le volume du tourisme et sa gestion. Se rapporter au site Internet de Ramsar www.ramsar.org/tourism

	Nom	Caractéristiques	Types de tourisme
1	Marais d'Iberá ARGENTINE	<ul style="list-style-type: none"> • 1 300 000 ha • Site Ramsar n°1162 (24 550 ha) • Lacs, marais, rivière et forêts 	<ul style="list-style-type: none"> • ~ 17 100 visiteurs/an (sur le site Ramsar uniquement) • Tours en bateau, en kayak, à pied, sur des sentiers balisés, à cheval, pour observer la nature
2	Parc national de Kakadu AUSTRALIE	<ul style="list-style-type: none"> • 1 979 766 ha • Site Ramsar n° 204 • Site du Patrimoine mondial de l'UNESCO • Zone humide boisée, bancs de terre salés, vasières, sources d'eau, marais d'eau douce saisonniers, mangroves 	<ul style="list-style-type: none"> • ~ 175,000 – 225,000 visitors/year • interpretive walks, indigenous art tours, boat cruises, guided bushwalks
3	Parc national marin d'Abrohos BRÉSIL	<ul style="list-style-type: none"> • 91 300 ha • Site Ramsar n° 1902 • Récifs coralliens, herbiers marins, mangroves, plages, bancs de sable 	<ul style="list-style-type: none"> • ~ 5000 visiteurs/an • Plongée avec ou sans bouteille, observation de la nature, courte promenade sur l'une des îles
4	Humedal la Conejera COLOMBIE	<ul style="list-style-type: none"> • 59 ha • Rivière, enclave de marécages et forêt en zone urbaine 	<ul style="list-style-type: none"> • ~ 16 000 visiteurs/an • Sentiers, visites guidées, relaxation, participation à la restauration écologique
5	Soomaa ESTONIE	<ul style="list-style-type: none"> • 39 639 ha • Site Ramsar n° 912 • Tourbières hautes, rivières, forêts marécageuses, prairies de plaine alluviale 	<ul style="list-style-type: none"> • ~ 45 000 visiteurs/an • Promenades en bois (<i>boardwalks</i>), tours en canoë, visites guidées, observation de la nature, expérience culturelle
6	Tsomoriri INDE	<ul style="list-style-type: none"> • 12 000 ha • Site Ramsar n° 1213 • Lac et marais d'eau douce d'altitude 	<ul style="list-style-type: none"> • ~ 20 000- visiteurs/an • Observation de la nature, randonnée, safaris en jeep, hébergement chez l'habitant, expériences culturelles, découverte de lieux sauvages
7	Lac Nakuru KENYA	<ul style="list-style-type: none"> • 18 800 ha • Site Ramsar n° 476 • Site du patrimoine mondial de l'UNESCO • Lac alcalin peu profond dans un bassin clos, entouré de marais, de pâturages et de forêts 	<ul style="list-style-type: none"> • ~ 250 000 visiteurs/an • Observation de la nature, visites touristiques, circuits en véhicule sans guide, sentiers pédestres
8	Parc naturel du récif de Tubbataha PHILIPPINES	<ul style="list-style-type: none"> • 96 828 ha • Site Ramsar n° 1010 • Site du patrimoine mondial de l'UNESCO • Récifs corallines 	<ul style="list-style-type: none"> • ~ 1400 visiteurs/an • Plongée sous-marine
9	Delta du Danube ROUMANIE	<ul style="list-style-type: none"> • 580 000 ha • Site Ramsar n° 521 (647 000 ha) • Rivière, delta, digues marines et fluviales, plaines alluviales, complexe lac et lagon saumâtre, plages, dunes et eaux côtières 	<ul style="list-style-type: none"> • ~ 50 000-73 000 visiteurs/an • Hôtels flottants, tours en bateau, observation de la nature, tourisme rural et nuit chez l'habitant, pêche, safaris photo, tourisme de plage, expérience de la culture locale, repos et relaxation, camping
10	Zone humide de Port Launay SEYCHELLES	<ul style="list-style-type: none"> • 121 ha • Site Ramsar n° 1432 • Mangroves, vasières et ruisseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • ~ 4000 visiteurs/an • Tourisme de plage, canoë-kayak, visites guidées, excursions et magnifiques couchers de soleil
11	Grottes de Skocjan SLOVÉNIE	<ul style="list-style-type: none"> • 41 300 ha • Site Ramsar n° 991 (650 ha) • Site du patrimoine mondial de l'UNESCO • Bassin versant avec prairies, forêts, plaines d'inondation, système karstique de cours d'eau avec grottes souterraines 	<ul style="list-style-type: none"> • ~ 95 000 – 100 000 visiteurs/an • Tours à bicyclettes, promenades pédagogiques, visites guidées des grottes, marche
12	Ichkeul TUNISIE	<ul style="list-style-type: none"> • 12 600 ha • Site Ramsar n° 213 • Site du patrimoine mondial de l'UNESCO • Lac entouré de garrigue et forêt méditerranéenne 	<ul style="list-style-type: none"> • ~ 50 000 visiteurs/an • Sentiers balisés, excursions guidées, observation ornithologique, visites touristiques, spéléologie, randonnées, randonnées équestres et à dos de chameau
13	Lac Ba Be VIET NAM	<ul style="list-style-type: none"> • 10 480 ha • Site Ramsar n° 1938 • Lac d'eau douce entouré de forêts et de paysage karstique calcaire 	<ul style="list-style-type: none"> • ~24 000 visiteurs/an • Tours en bateau, séjours chez l'habitant, visites guidées, expérience culturelle, visites touristiques, observation ornithologique
14	Everglades ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • 621 000 ha • Site Ramsar n° 374 (566 143 ha) • Site du patrimoine mondial de l'UNESCO • Prairies d'eau douce et humides, forêts subtropicales, marais salants, forêts de mangrove, plage, dunes, estuaires saumâtres 	<ul style="list-style-type: none"> • ~ 1 000 000 visiteurs/an • Canoë-kayak, tours en bateau, promenades en bois surélevées, sentiers de randonnée, camping, observation de la nature, pêche, tours à bicyclette, maisons flottantes



Secrétariat de la Convention de Ramsar
Rue Mauverney 28
1196 Gland, Switzerland
Email: ramsar@ramsar.org
www.ramsar.org



Organisation mondiale du tourisme (OMT)
Capitán Haya 42
28020 Madrid, Spain
Email: omt@unwto.org
www.unwto.org